

PERSPECTIVES

Perspectives économiques 2024-2029

Juin 2024

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Évolutions macroéconomiques	2
3. Marché du travail	9
4. Finances publiques	14
5. Annexes.....	19
5.1. Annexe statistique	19
5.2. Définition des branches d'activité du modèle HERMES	45

Liste des tableaux

Tableau 1	Compte de l'ensemble des administrations publiques	15
Tableau 2	Dettes publiques	15
Tableau 3	Compte du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale	16
Tableau 4	Compte des communautés et régions	17
Tableau 5	Compte des pouvoirs locaux	18

Liste des graphiques

Graphique 1	Croissance économique mondiale et de la zone euro.....	2
Graphique 2	Évolution des exportations et de l'indicateur de marchés potentiels d'exportation	3
Graphique 3	Consommation, revenu disponible et taux d'épargne des particuliers	4
Graphique 4	Évolution des investissements des entreprises et de leur taux de rentabilité.....	5
Graphique 5	Évolution des émissions totales de gaz à effet de serre par secteur	8
Graphique 6	Contributions à la croissance de la population active (définition BFP).....	9
Graphique 7	Population active occupée et taux d'emploi.....	12
Graphique 8	Chômage et taux de chômage (définition BFP)	13

Contributions

Cette publication a été réalisée par les membres de la Direction générale du BFP :

Coordination générale assurée par Igor Lebrun, Delphine Bassilière, Michel Saintrain et Filip Vanhorebeek.

Ont contribué : Ingrid Bracke, Isabelle Clerbois, Bart De Ketelbutter, Frédérique Denil, Greet De Vil, Ludovic Dobbelaere, Nicole Fasquelle, Vincent Frogneux, Joanna Geerts, Gina Gentil, Koen Hendrickx, Hendrik Nevejan, Bertrand Scholtus, Peter Stockman, Patrick Van Brusselen et Delphine Van Hoolandt.

Traduction : Christelle Castelain et Patricia Van Brussel.

Cellule informatique : Geert Bryon, Adinda De Saeger et Dominique Van Der Wal.

1. Introduction

Ce rapport synthétise les résultats de la version de juin des « Perspectives économiques 2024-2029 ». Il s'agit d'une version actualisée et plus détaillée des Perspectives que le Bureau fédéral du Plan a publiées en février, dans le cadre de la préparation du programme de stabilité et du programme national de réforme. Cette version de février a également constitué le scénario de référence pour le chiffrage des programmes électoraux.

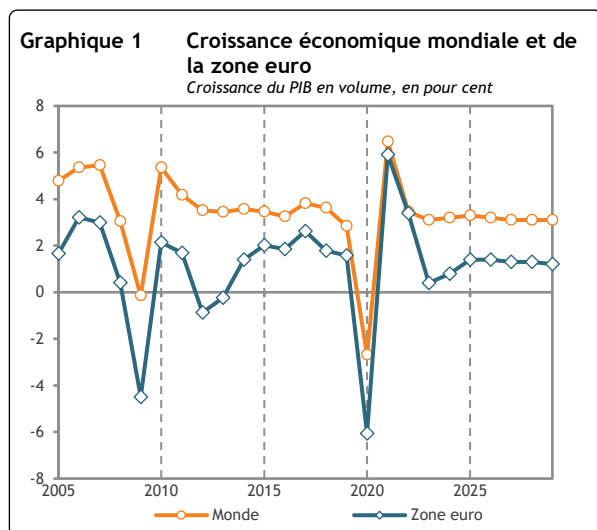
Comme à l'accoutumée, ces perspectives sont élaborées à politique inchangée. Elles incorporent l'essentiel de l'information concernant les recettes et les dépenses des administrations publiques disponible au 6 juin. Elles n'anticipent pas les nouvelles mesures que les futurs gouvernements seront amenés à prendre et leur impact sur la croissance économique.

Le rapport est structuré de la manière suivante. Le chapitre 2 décrit le contexte international et les perspectives de croissance économique, d'inflation et en matière d'émissions de gaz à effet de serre en Belgique. Les résultats pour le marché du travail sont exposés au chapitre 3. Le chapitre 4 donne un aperçu des résultats de finances publiques. Les tableaux présentant les résultats détaillés ainsi que la définition des branches d'activité sont repris en annexe dans le chapitre 5.

2. Évolutions macroéconomiques

Croissance plus lente de l'économie mondiale par rapport aux deux dernières décennies.

En 2023, la croissance de l'économie mondiale n'a pas dépassé 3,1%, contre 3,5% l'année précédente. Ce ralentissement s'explique notamment par les hausses de taux d'intérêt décidées par plusieurs banques



centrales afin de ralentir l'inflation. Cette année et les prochaines, la croissance devrait aussi se cantonner à un peu plus de 3%, ce qui est sensiblement moins qu'au cours des deux dernières décennies. Cette évolution s'explique, en grande partie, par le ralentissement de la croissance de la productivité totale des facteurs, la baisse de la participation au marché du travail du fait du vieillissement de la population et le ralentissement de la croissance des investissements. La croissance de la productivité mondiale est notamment entravée par des mesures de restriction des échanges, qui réduisent les possibilités de gains d'efficacité résultant de la spécia-

lisation, des économies d'échelle et de la concurrence¹.

Dans la zone euro, la croissance économique s'est limitée à 0,4% l'an dernier. La consommation des particuliers a stagné, le pouvoir d'achat des ménages ayant été affecté par la forte inflation. De plus, le climat d'investissement a été défavorable, surtout pour le secteur de la construction et pour les industries intensives en énergie. En effet, la hausse des taux d'intérêt a accru les coûts de financement et le gaz naturel est resté beaucoup plus cher qu'aux États-Unis et en Chine. Au premier trimestre de 2024, l'activité économique s'est redressée et les indicateurs avancés se sont améliorés. La croissance du PIB devrait dès lors quelque peu rebondir pour atteindre 0,8% en 2024. Elle devrait ensuite encore s'accélérer pour s'établir à 1,4% en 2025, portée par la consommation des particuliers (grâce à la hausse des salaires et de l'emploi) et les exportations. Malgré les différents programmes de relance, la croissance des investissements serait pratiquement nulle en 2024 et ne connaîtrait qu'une modeste reprise en 2025. À moyen terme, la croissance économique de la zone euro devrait légèrement fléchir pour atteindre 1,2%.

Un scénario international entouré d'incertitudes importantes.

Les présentes perspectives sont entourées d'incertitudes, principalement liées à l'évolution des tensions géopolitiques et des conflits commerciaux et – découlant en partie de ce contexte – à l'évolution future

¹ Les hypothèses liées à l'environnement international sont basées sur les projections de la Commission européenne de mai 2024 (pour les années 2024 et 2025) ainsi que sur les projections du FMI d'avril 2024 (pour la période 2026-2029). Pour un aperçu des hypothèses financières (cotations sur les marchés à terme du 21 mai pour les années 2024 et 2025, hypothèses techniques à partir de 2026), voir le tableau A.1 de l'annexe statistique.

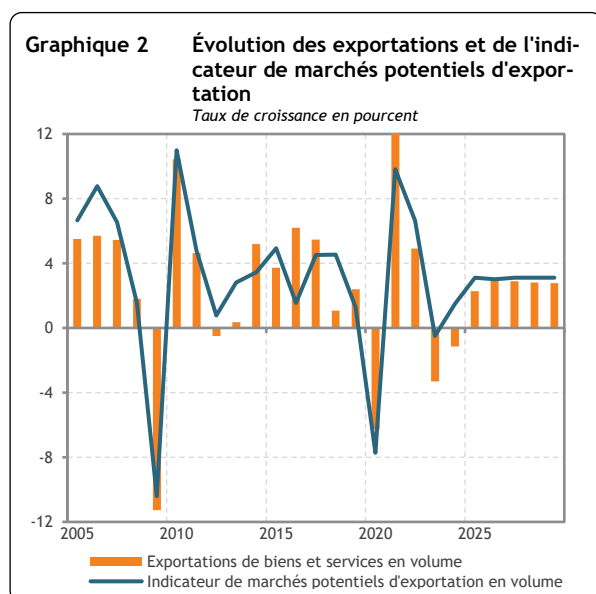
de l'inflation. Un nouveau ralentissement de l'inflation pourrait donner un élan supplémentaire à la reprise économique. En revanche, la persistance d'une inflation (sous-jacente) élevée pourrait inciter les banques centrales à assouplir moins rapidement leur politique monétaire, poussant ainsi les taux d'intérêt de long terme à la hausse. L'essor de l'intelligence artificielle et les réformes structurelles pourraient soutenir la croissance de la productivité.

Au cours de la période 2024-2029, la croissance du PIB belge serait très stable, atteignant 1,3 à 1,4% chaque année.

Alors que la croissance du PIB de la zone euro s'est limitée à 0,4% en 2023, l'économie belge a mieux résisté (1,4%), grâce à la consommation des ménages, à la consommation publique et au dynamisme remarquable des investissements des entreprises. Cette année également, la croissance du PIB belge devrait atteindre 1,4% (contre 0,8% pour la zone euro), portée par la consommation des particuliers et les investissements des entreprises tandis que les exportations et les investissements en logements des ménages seraient en recul pour la deuxième année consécutive. Malgré les crises sanitaire et énergétique, le niveau du PIB belge de 2024 serait supérieur de 7% à celui de 2019, contre 4% pour celui de la zone euro.

Au cours de la période 2025-2029, l'économie belge continuerait de croître à un rythme de 1,3% à 1,4% par an, proche de la moyenne de la zone euro. La consommation des particuliers reste le moteur principal ; le rythme de progression des investissements des entreprises devrait quelque peu ralentir et les exportations tireraient parti de la reprise du commerce extérieur.

Après avoir reculé en 2023 et 2024, les exportations et importations belges retrouvent une croissance en volume positive à partir de 2025, les exportations nettes apportant une contribution légèrement négative à la croissance du PIB.



Le ralentissement de la croissance du commerce mondial a entraîné une baisse des exportations belges en volume de 3,3% en 2023. Dans le courant de l'année 2024, les exportations devraient se redresser dans le sillage de la conjoncture internationale mais, en raison d'un effet d'acquis de croissance négatif, la croissance des exportations belges en volume demeure négative sur base annuelle (-1,1%). Ce n'est qu'en 2025 que les exportations retrouvent une croissance annuelle positive (2,3%). Les pertes de parts de marché sont importantes au cours de la période 2023-2025 (en moyenne, différence de croissance de 2,1 points de pourcentage par an par rapport aux marchés potentiels d'exportation), ce qui est probablement dû à l'érosion de la compétitivité causée par l'augmentation des coûts salariaux. Au cours de la période 2026-2029, les marchés potentiels d'exportation de la Belgique

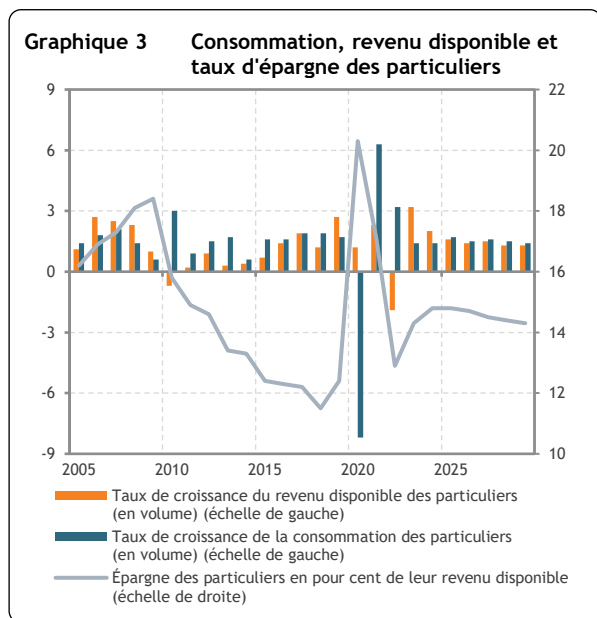
(en moyenne, différence de croissance de 2,1 points de pourcentage par an par rapport aux marchés potentiels d'exportation), ce qui est probablement dû à l'érosion de la compétitivité causée par l'augmentation des coûts salariaux. Au cours de la période 2026-2029, les marchés potentiels d'exportation de la Belgique

progressent de 3,1% par an en moyenne. Combinée à des taux de change stables et à une augmentation modérée des coûts salariaux par unité produite (1,9% par an en moyenne), cette évolution se solderait par une croissance du volume des exportations belges de 2,9% par an en moyenne. Les pertes de parts de marché vis-à-vis de l'étranger sont dès lors beaucoup plus limitées.

Dans le sillage des exportations, et malgré une augmentation de la demande intérieure, les importations en volume diminuent également tant en 2023 (-2,6%) qu'en 2024 (-1,5%). En 2023, le recul des exportations étant plus marqué que celui des importations, les exportations nettes apportent une contribution négative à la croissance économique (-0,6 point de pourcentage), tandis qu'en 2024, ce serait l'inverse (+0,3 point de pourcentage). La croissance des importations en volume redevient positive en 2025 (2,7%) et s'accélère ensuite pour atteindre, en moyenne, 3,0% par an au cours de la période 2026-2029. Il en résulte une contribution légèrement négative des exportations nettes à la croissance économique (-0,1 point de pourcentage par an en moyenne).

Le solde des opérations courantes de la balance des paiements a enregistré un déficit de 1,0% du PIB en 2023 mais devrait être à l'équilibre en 2024, grâce à l'augmentation des exportations nettes (renforcée par d'importants gains de termes de l'échange). Par la suite, il enregistrerait à nouveau un déficit qui serait proche de 1% à moyen terme. La demande intérieure est en effet financée en partie par un déficit public en hausse, ce qui alimente les besoins en importations.

Progression assez stable de la consommation des particuliers (autour de 1,5% par an) durant la période de projection.



La croissance du revenu disponible réel des particuliers est largement soutenue en 2023 (3,2%), en 2024 (2,0%) et, dans une moindre mesure, en 2025 (1,6%) par le fait que l'indexation des salaires et des allocations sociales, qui intervient avec un certain retard par rapport à l'inflation, est supérieure à la progression du déflateur de la consommation des particuliers. La consommation des particuliers présente généralement un profil de croissance plus lissé que le revenu disponible parce que les fluctuations importantes des revenus sont, en partie, absorbées par des ajustements du taux d'épargne des ménages. Ce dernier est également influencé par la hausse des taux d'intérêt, qui rend l'épargne plus attrayante. Ainsi, la progression de la consommation des particuliers en volume a atteint 1,4% en 2023, s'établirait aussi à 1,4% cette année et monterait à 1,7% en 2025. Le taux d'épargne des ménages grimperait dès lors de 12,9% en 2022 à 14,8% en 2025.

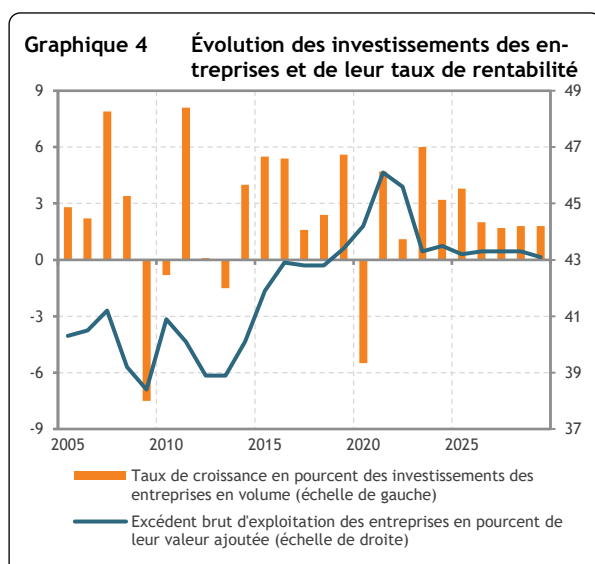
Le taux d'épargne des ménages grimperait dès lors de 12,9% en 2022 à 14,8% en 2025.

Au cours de la période 2026-2029, le revenu disponible réel des particuliers augmenterait, en moyenne, de 1,4% par an. À partir de 2025, l'inflation retrouve une progression davantage conforme à la tendance

(1,8% par an) et, par conséquent, l'indexation des salaires et des allocations sociales retrouve aussi une trajectoire plus stable à partir de 2026. La croissance des revenus serait portée par la hausse du salaire brut horaire avant indexation dans le secteur marchand (0,6% par an) qui, combinée à l'augmentation de l'emploi, conduirait à une croissance réelle de la masse salariale totale de 1,4% par an en moyenne. Les revenus nets de la propriété afficheraient une croissance réelle moyenne de 0,9% par an, tandis que le total des prestations sociales reçues augmenterait, en termes réels, de 2,0% par an. Du côté des dépenses, les impôts sur le revenu à charge des ménages exprimés en termes réels seraient en hausse de 2,1% par an en moyenne.

Les dépenses de consommation des particuliers augmenteraient de 1,5% par an en moyenne au cours de la période 2026-2029, soit un rythme un peu supérieur à la progression de leur revenu disponible réel. Le taux d'épargne des ménages serait donc en légère baisse mais en s'établissant à 14,3% en 2029, son niveau demeurerait encore bien supérieur à celui, il est vrai très bas dans une perspective historique, qui prévalait avant la crise sanitaire (12,4% en 2019).

Croissance soutenue des investissements des entreprises au début de période de projection.



Les investissements des entreprises ont enregistré une progression en volume particulièrement forte en 2023 (6,0%), et ce malgré la nette remontée des taux d'intérêt et un taux d'utilisation des capacités de production industrielle relativement bas. Les marges bénéficiaires des entreprises avaient, par contre, atteint, au niveau macroéconomique, un niveau historiquement élevé en 2021-2022, procurant aux entreprises des possibilités d'autofinancement, notamment pour les investissements nécessaires en matière de verdissement et de numérisation. À cela s'ajoute le soutien des différents plans de relance. Durant la période 2024-2029, les perspectives de débouchés devraient afficher une crois-

sance stable et le niveau du taux d'intérêt de long terme se maintiendrait autour de 3%. La rentabilité des entreprises devrait, certes, diminuer mais tout en restant à un niveau historiquement élevé. Dans ce contexte, les investissements des entreprises progresseraient encore de 3,2% en 2024, de 3,8% en 2025, de 2,0% en 2026 et – compte tenu de la fin des plans de relance – de 1,8% par an en moyenne au cours de la période 2027-2029. Le taux d'investissement des entreprises (c'est-à-dire la part nominale de ces investissements dans le PIB) serait en hausse, passant de 17,1% en 2023 à 18,0% en 2029.

Les investissements des ménages devraient retrouver une croissance positive à partir de 2025.

La remontée des taux hypothécaires, le coût élevé des matériaux de construction, le climat d'incertitude et la baisse du pouvoir d'achat en 2022 ont entraîné un important recul des investissements en logements des ménages en 2022 et 2023 (au total, baisse de leur volume de 8,7%). Les investissements des

ménages devraient atteindre leur niveau le plus bas dans le courant de l'année 2024 mais, compte tenu d'un point de départ défavorable, enregistrer une nouvelle baisse, sur base annuelle, de 3,1%. Ce n'est que durant la période 2025-2029 qu'une croissance en volume positive serait à nouveau enregistrée (1,5% par an en moyenne), dans un contexte caractérisé par la quasi stabilisation des taux d'intérêt de long terme et la poursuite de l'augmentation du pouvoir d'achat.

Les investissements des administrations publiques devraient connaître une croissance très soutenue en 2023 et 2024, avant de refluer quelque peu par la suite.

En 2023 et en 2024, la croissance en volume du total des investissements publics serait très soutenue (respectivement, 6% et 13%). Tout d'abord, les investissements des pouvoirs locaux seraient en nette progression à l'approche des élections communales d'octobre 2024. Ensuite, les investissements du pouvoir fédéral seraient en forte augmentation, tirés à la hausse principalement par les investissements de la Défense (mise en œuvre des visions stratégiques, dont le Plan STAR). Enfin, les investissements des Régions et des Communautés augmenteraient également de manière significative, quoique davantage en 2023 qu'en 2024.

Au cours de la période 2025-2029, la progression des investissements publics serait majoritairement orientée à la baisse (en moyenne, -0,9% par an), principalement en raison du recul des investissements des pouvoirs locaux après les élections communales de 2024 (ceux-ci repartiraient toutefois nettement à la hausse en 2029, à l'approche des élections communales de 2030). Hormis la hausse des investissements de la Communauté française dans les bâtiments scolaires, les investissements des Régions et des Communautés n'enregistrent plus de nouvelle impulsion importante, voire sont en recul en raison de la fin des plans de relance à l'horizon 2027. Seuls les investissements de la Défense (pouvoir fédéral) afficheraient encore une hausse significative en 2026 et en 2028.

La croissance de la consommation publique en volume atteindrait, en moyenne, 1,3% par an au cours de la période 2024-2029.

Après avoir enregistré des fluctuations assez importantes dues aux crises sanitaire et énergétique au cours de la période 2020-2023, la consommation publique en volume enregistrerait une croissance plus stable durant la période 2024-2029, laquelle s'élèverait, en moyenne, à 1,3% par an. Cette croissance est très largement alimentée par les dépenses de soins de santé (2,7% par an en moyenne en termes réels). La progression en volume de la masse salariale du secteur public serait, pour sa part, nettement plus modeste (0,4% par an en moyenne en termes réels, dans le sillage d'une hausse de 0,2%, en moyenne, de l'emploi public) tandis que celle des achats nets de biens et services serait négative durant toute cette période (-2,3% par an, en moyenne, en termes réels).

L'inflation devrait continuer de ralentir et s'établir à 1,8% durant la période 2026-2029.

Suite à la flambée des prix de l'énergie et à l'augmentation de l'inflation sous-jacente, la hausse des prix à la consommation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a atteint 9,6% en 2022, soit le niveau le plus élevé depuis le milieu des années 70. Depuis, les prix du gaz naturel et de l'électricité se

sont nettement repliés et, à partir de la seconde moitié de 2023, l'inflation sous-jacente a, elle aussi, enregistré une baisse progressive. En conséquence, la hausse des prix à la consommation devrait retomber de 4,1% en 2023 à 3,1% en 2024 et à 2,0% en 2025. Le déflateur de la consommation privée (concept des comptes nationaux) présente un profil plus marqué car il ne tient pas compte de l'impact des réductions sur les factures d'énergie qui ont été accordées entre novembre 2022 et mars 2023 (ce que l'on a appelé le « forfait de base »). La croissance du déflateur de la consommation privée a dès lors été encore plus soutenue que l'inflation des prix à la consommation en 2022 et 2023, mais fléchit plus nettement en 2024 (jusqu'à 1,9%). Au cours de la période 2026-2029, le scénario retenu suppose qu'il n'y a pas de nouveaux chocs sur les prix. L'inflation devrait dès lors se stabiliser à 1,8%.

L'intensité énergétique du PIB continuerait de baisser.

Après avoir enregistré une baisse en 2022 en raison des prix élevés, la consommation finale d'énergie a continué de diminuer en 2023 (de l'ordre de 2%). Elle serait ensuite relativement stable au cours de la période 2024-2029 (-0,1% par an en moyenne), tandis que l'intensité énergétique du PIB poursuivrait son évolution à la baisse.

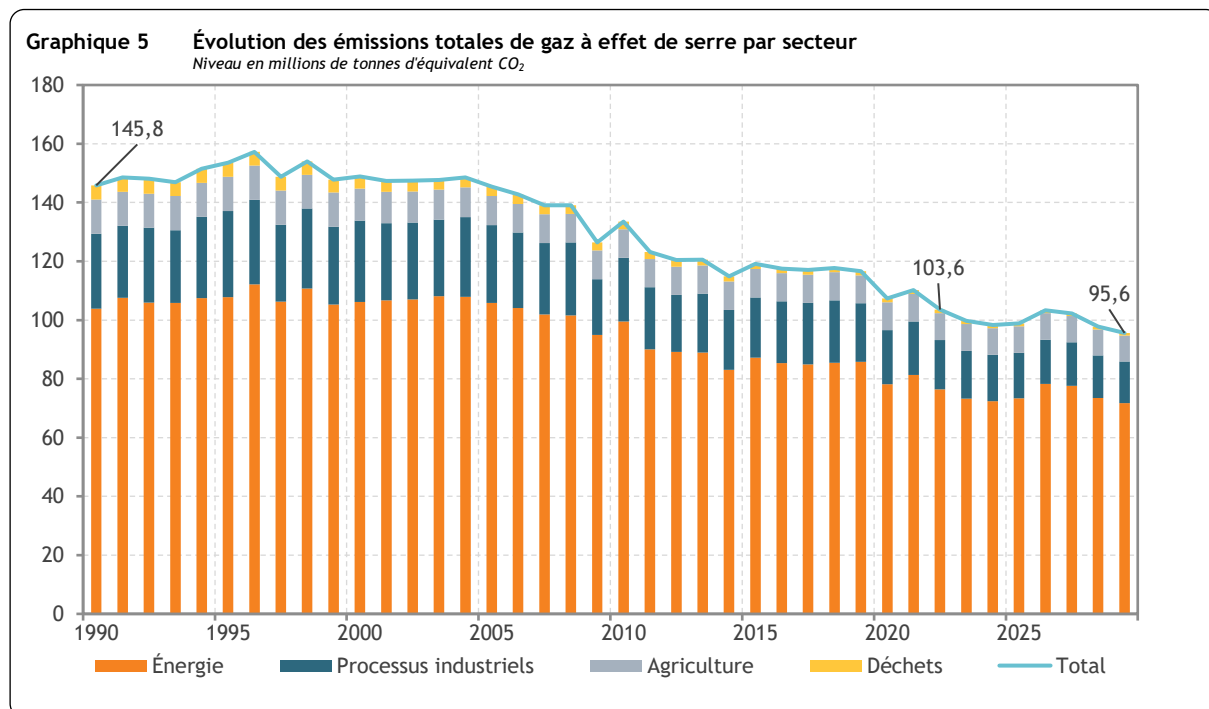
L'évolution de l'offre d'électricité tient compte des informations quant à la disponibilité des réacteurs nucléaires (sources : REMIT, Elia) et du scénario WAM ("with additional measures") du projet de mise à jour du Plan national Énergie-Climat 2021-2030 (PNEC 2023), transmis à la Commission européenne en novembre 2023. Ce scénario tient notamment compte du dernier calendrier de développement de l'éolien offshore (DG Énergie du SPF Économie) ainsi que de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires Doel 4 et Tihange 3 (à partir de novembre 2025, comme stipulé par l'accord de décembre 2023 entre Engie et le Gouvernement fédéral). En conséquence, la contribution des centrales nucléaires à l'offre d'électricité diminuerait progressivement jusqu'en 2026, pour ensuite augmenter à partir de 2028 (après les travaux de maintenance pour la prolongation). Les sources d'énergie renouvelables monteraient en puissance, avec une part dans l'offre d'électricité qui atteindrait 40% en 2029, contre 30% en 2023.

L'évolution des gaz à effet de serre est fortement liée à la structure de l'offre d'électricité.

Actuellement, environ trois quarts des émissions de gaz à effet de serre sont générées par la consommation d'énergie². En 2025 et surtout en 2026, ces émissions liées à l'énergie augmenteraient en raison de travaux d'entretien prévus en vue de la prolongation de Doel 4 et Tihange 3 et de l'arrêt des centrales restantes. En 2028, elles baisseraient relativement fortement sous l'effet du redémarrage de Doel 4 et Tihange 3. En 2029, les émissions totales représenteraient 95,6 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Parmi celles-ci, les émissions des grandes installations industrielles intensives en énergie sont soumises à l'objectif du système européen d'échange de quotas d'émission (ETS). La législation climatique Fit-for-55 prévoit de réduire ces émissions de 62% d'ici 2030 au niveau européen, et ce par rapport au niveau de 2005. Néanmoins, aucun objectif de réduction n'a été défini par État membre. Pour les émissions non couvertes par le système ETS (liées principalement aux bâtiments, transports, à l'agriculture et aux

² Les émissions totales englobent également les émissions des processus industriels, de l'agriculture et des déchets.

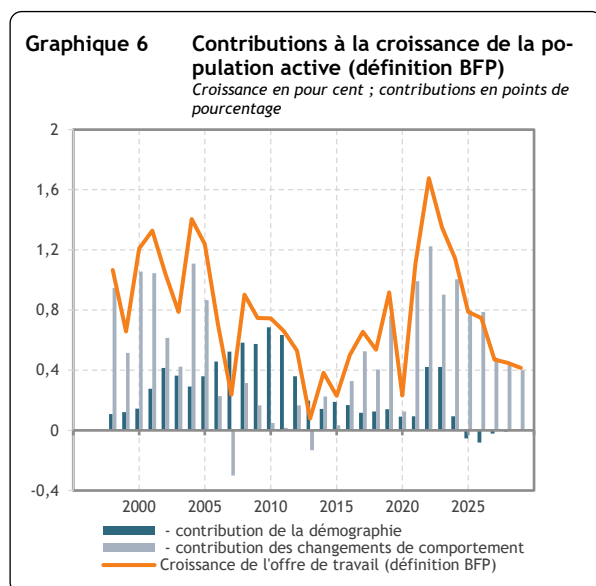
déchets), la Belgique s'est fixé un objectif de réduction de 47% d'ici à 2030 par rapport à 2005³. Dans ces perspectives, la baisse – hors nouvelles mesures – se limite toutefois à 25,5% en 2029 par rapport à 2005.



³ Selon le règlement européen modifié sur la répartition de l'effort (UE) n° 2023/857, également connu sous le nom de « Effort Sharing Regulation ».

3. Marché du travail

La croissance de l'offre de travail est principalement soutenue par l'augmentation des taux d'activité dans les classes d'âge plus élevées.



La population active s'est accrue de façon remarquable au cours de la période 2021-2023 (de 1,4% par an en moyenne ; +230 000 personnes au total). Cela s'explique par la hausse structurelle de la participation au marché du travail dans les classes d'âge plus élevées, par l'augmentation significative du travail étudiant et par le mouvement de rattrapage engrangé par les taux d'activité des classes d'âges plus jeunes après leur effondrement enregistré durant la période Covid. En outre, l'afflux important de réfugiés ukrainiens au cours des deux dernières années a fourni un soutien démographique substantiel aux classes d'âge actif. L'impact de cet afflux de réfugiés sur l'offre de travail a toutefois été plus limité, vu leur participation rela-

tivement faible au marché du travail. Enfin, le public de demandeurs d'emploi non indemnisés pris en charge par les services régionaux de l'emploi s'est élargi, contribuant à la croissance de l'offre de travail à hauteur de 0,14 point de pourcentage en 2022 et de 0,40 point de pourcentage en 2023 (30 000 personnes au total).

Ce dernier facteur contribue encore cette année de manière significative à l'augmentation de la population active (28 000 personnes sur un total de 65 000 personnes), mais atteindrait ensuite sa vitesse de croisière. En l'absence d'impulsion démographique notable, la croissance de l'offre de travail repose, à partir de 2025, presque entièrement sur la hausse des taux d'activité, laquelle se situe principalement dans les classes d'âge plus élevées. Au cours des années 2025-2026, cette dynamique est renforcée par le relèvement de l'âge légal de la pension à 66 ans, et la population active s'accroît de 44 000 personnes par an en moyenne. Durant la période 2027-2029, l'augmentation fléchit à 26 000 personnes par an en moyenne. Sur l'ensemble de la période de projection 2024-2029, la population active augmente de 233 000 personnes, contre seulement 22 000 personnes pour la population d'âge actif.

Grâce à la baisse de l'inflation, la croissance du coût horaire nominal du travail dans les branches marchandes ralentit, et ce malgré la croissance plus soutenue des salaires bruts avant indexation après 2024.

En 2023, le coût horaire nominal du travail dans les branches d'activité marchande a augmenté de 8,2%. En dépit de la norme salariale prévoyant une croissance nulle, les salaires bruts horaires avant indexation ont augmenté (0,3%). L'impact de l'indexation (8,1%) sur le coût de travail a été atténué par l'impact

combiné des cotisations sociales patronales et des subventions salariales (-0,2%), principalement attribuable à des réductions temporaires de cotisations patronales légales.

En 2024, la croissance du coût horaire nominal du travail ralentirait à 3,7%, principalement grâce à l'indexation plus faible (3,0%). Les salaires bruts horaires avant indexation progresseraient de 0,1%, en raison de l'impact des augmentations du revenu minimum mensuel moyen garanti (RMMMG) et des retombées des accords sociaux pour le secteur des soins de santé. D'autre part, la fin des réductions temporaires de cotisations patronales légales introduites en 2023 et des réductions régionales groupe-cible moins généreuses pour l'embauche de travailleurs âgés, notamment, exerceraient une pression à la hausse (0,5%) sur la croissance du coût du travail.

En supposant que, après 2024, la négociation des salaires serait en ligne avec l'évolution de la productivité du travail et du taux de chômage, le coût horaire nominal du travail augmenterait, en moyenne, de 2,5% par an durant la période 2025-2029. Alors que la croissance des salaires bruts horaires avant indexation s'accélérait pour atteindre 0,6% par an en moyenne, l'indexation fléchirait à 2,0% par an en moyenne, tandis que les cotisations patronales et les subventions salariales limiteraient légèrement la croissance du coût horaire nominal du travail (-0,1%). Le coût nominal du travail par unité produite (salariés et indépendants ensemble) augmenterait de 2,0% par an en moyenne.

Actuellement, la croissance de l'emploi du secteur marchand ralentit fortement ; elle se redresse à moyen terme, mais tout en étant inférieure à celle observée dans un passé récent.

La croissance de l'emploi du secteur marchand a été particulièrement soutenue au lendemain de la crise sanitaire, mais elle s'est progressivement essouffée dans le courant de l'année 2023. En effet, la croissance de l'activité économique a ralenti et la productivité par tête a continué à se redresser après l'effondrement enduré durant la crise sanitaire. La croissance de l'emploi marchand devrait repartir à la hausse dans le courant de cette année. Cependant, en raison d'un effet d'acquis de croissance défavorable, la croissance de l'emploi marchand serait, en moyenne annuelle, plus faible en 2024 (+0,5%) qu'en 2023 (+0,7%).

À partir de 2025, l'activité du secteur marchand progresse, en moyenne, de 1,5% par an. La croissance de la productivité horaire au cours de cette période s'élèverait à 0,45% par an, ce qui est légèrement supérieur à ce qui a été observé, en moyenne, au cours des années 2017-2022, mais reste faible dans une perspective historique. Au cours de cette période, la croissance du volume de travail (1,05% par an) est partiellement absorbée par l'augmentation de la durée moyenne du travail (0,1% par an). Cette dernière s'était déjà remise en 2023 de son effondrement de la crise Covid, mais sa croissance est soutenue durant la période 2024-2026 par l'élargissement du champ d'application des flexi-jobs et, durant l'entièreté de la période de projection, par la suppression progressive du crédit-temps de fin de carrière dans le groupe d'âge des 55-59 ans.

L'emploi marchand croît alors de 0,95% par an, ce qui est moins qu'au cours de la période 2017-2022 (1,5% par an) caractérisée par une croissance plus soutenue de l'activité (1,85% par an) et également plus intensive en main-d'œuvre.

Ce constat vaut pour pratiquement toutes les branches d'activité marchande

L'emploi de l'industrie manufacturière s'est remarquablement bien comporté durant la période 2017-2022, mais est actuellement durement touché. L'activité se réduit dans cette branche durant les années 2023-2024, entraînant la perte de 5 000 emplois. À partir de 2025, la croissance de l'activité se redresse et est comparable à celle observée durant la période 2017-2022. Cependant, compte tenu de gains de productivité relativement plus importants, cette croissance s'accompagnerait de nouvelles pertes d'emplois, qui atteindraient 10 000 personnes à l'horizon 2029.

Dans le secteur de la construction aussi, la croissance de l'emploi fléchit sensiblement en 2023 et 2024 (seulement +3 000 emplois en deux ans). Cela s'explique davantage par la forte reprise de la croissance de la productivité (qui, comme dans l'industrie manufacturière, a été inhabituellement faible durant les années 2017-2022) que par le ralentissement de la croissance de l'activité. Par rapport à cette dernière période, l'activité dans le secteur de la construction connaît une croissance nettement plus forte à partir de 2025, mais aussi nettement moins intensive en main-d'œuvre. L'augmentation de l'emploi se limite dès lors à +15 000 personnes. La part de l'emploi indépendant (en ce compris les administrateurs d'entreprise) dans l'emploi total continue de progresser dans cette branche, pour atteindre 39% en 2029.

Dans les services marchands, la croissance de l'emploi se réduit de moitié au cours des années 2023-2024 par rapport au passé récent (+53 000 emplois en deux ans). La forte baisse de l'emploi intérimaire joue à cet égard un rôle important et, de surcroît, la croissance de l'emploi des branches « commerce et horeca » et « transports et communication » est au point mort. Enfin, plusieurs branches de services aux personnes et aux entreprises connaissent également un certain ralentissement de la croissance de leur emploi.

À partir de 2025, la croissance de l'emploi s'accélérait dans les services marchands (+1,2% par an, +197 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2029), mais tout en demeurant plus faible que dans le passé récent (+1,6% par an au cours des années 2017-2022) lorsque l'activité de ces branches progressait plus fortement. Cette création d'emplois relativement moindre concerne toutes les branches des services marchands, à l'exception de la « santé et action sociale », où la croissance reste tout aussi dynamique, et du « crédit et assurances », où les pertes d'emplois sont plus limitées qu'auparavant.

... et davantage encore pour le secteur public, où la croissance de l'emploi ralentit fortement...

L'emploi public a augmenté de 9 300 personnes en 2023 (+1,0%) et progresserait encore cette année de 5 800 personnes (+0,6%), principalement à la suite de l'accroissement des effectifs dans l'enseignement flamand ainsi que dans l'administration de tous les niveaux de pouvoir.

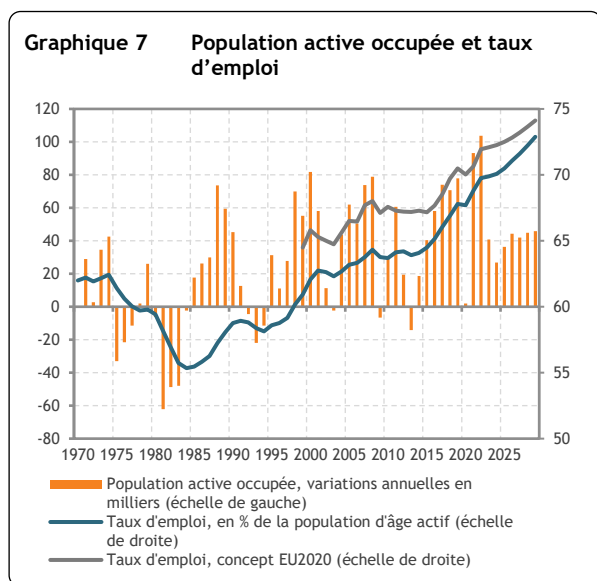
À partir de 2025, l'emploi public n'augmenterait plus que de 1600 personnes par an en moyenne. L'emploi dans les administrations est supposé constant, à l'exception des administrations locales, dont l'évolution du personnel suit celle de la population totale, de la Défense, dont les effectifs sont supposés en augmentation dans le cadre des engagements pris vis-à-vis de l'OTAN, et de l'administration fédérale dont les informations contenues dans les projections budgétaires pluriannuelles conduisent à supposer une augmentation de l'emploi. Dans le sillage de l'évolution de la population scolaire de chacune des

Communautés, l'emploi dans l'enseignement francophone tend à diminuer à partir de 2025, tandis qu'il n'augmente plus que modérément dans l'enseignement flamand.

Sur l'ensemble de la période de projection 2024-2029, l'emploi public augmente de 14 000 personnes, soit sensiblement moins qu'au cours des six années précédentes (+59 000 personnes).

... de sorte que le taux d'emploi augmente moins fortement qu'au cours des six dernières années...

Vu le ralentissement de la croissance de l'emploi tant des branches marchandes que des branches non marchandes, l'augmentation de la population active occupée s'affaiblit, pour s'établir à +41 000 personnes en 2023 et à +27 000 personnes en 2024. Par

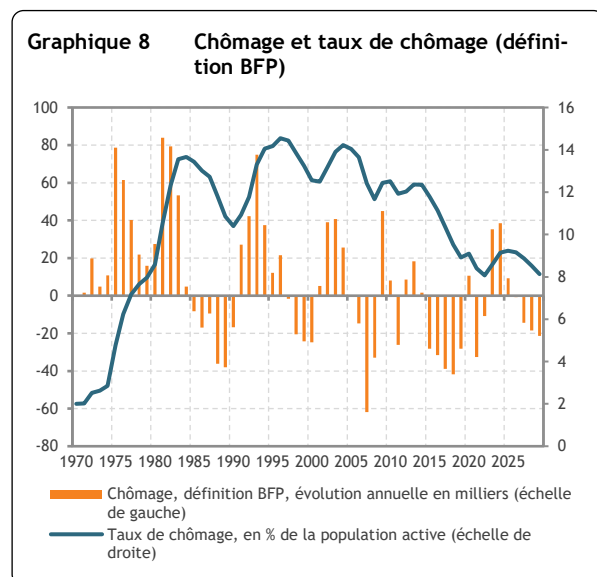


la suite, cette augmentation repartirait à la hausse – grâce, uniquement, à l'évolution dans le secteur marchand – pour atteindre +36 000 personnes en 2025 et +44 000 personnes par an, en moyenne, au cours de la période 2026-2029. À moyen terme, la population active occupée s'accroîtrait de 240 000 personnes, ce qui est considérablement moins qu'au cours des six dernières années (+389 000 personnes). Le taux d'emploi selon la définition « EU2020 » (observations de l'enquête sur les forces de travail, catégorie d'âge 20-64 ans) passe de 72,1% en 2023 à 74,1% en 2029. Cette augmentation s'accélère quelque peu au cours de la période de projection : durant les années 2025-2026 parce

que la croissance de la population active occupée gagne en vigueur et, ensuite, parce que la croissance de la population d'âge actif ralentit et finit par devenir légèrement négative. Elle est, cependant, moins importante que celle enregistrée au cours des six dernières années (+2,0 points de pourcentage contre +3,6 points de pourcentage) et aussi plus limitée que la hausse du taux d'emploi administratif (+3,0 points de pourcentage), qui, lui, tient compte de la forte progression de l'emploi des plus de 65 ans.

... tandis que la diminution du taux de chômage est plutôt modeste, notamment en raison de l'élargissement du public cible des services régionaux de l'emploi.

Le taux de chômage administratif a fortement augmenté l'an dernier (de 8,1% à 8,6%) et devrait encore augmenter en 2024 (à 9,2%). Cette hausse s'explique en partie par le ralentissement de la croissance de



l'emploi mais surtout par l'élargissement de la population active à un public de demandeurs d'emploi non indemnisés plus grand. Le nombre de chômeurs complets indemnisés a continué de baisser l'an dernier (de 7 000 personnes), diminuerait encore légèrement cette année (de 700 personnes) et constitue une part de plus en plus petite du nombre total de demandeurs d'emploi inscrits. Durant les années 2025-2026, la croissance de la population active occupée s'accélère mais l'offre de travail est soutenue par le relèvement de l'âge légal de la retraite à 66 ans. Le taux de chômage administratif se stabilise pendant cette période. Durant la seconde moitié de la période de projection,

l'augmentation de l'offre de travail s'affaiblit et le taux de chômage est en baisse continue, passant de 9,2% en 2026 à 8,1% en 2029. Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat, qui s'est élevé à 5,5% en 2023, atteindrait 5,2% en 2029.

4. Finances publiques

a. Introduction

La projection est réalisée à politique constante et n'anticipe donc pas sur des mesures de consolidation budgétaire non encore décidées, par exemple celles qui découleront de la réactivation de la surveillance budgétaire européenne.

Les conséquences budgétaires des éléments suivants ne sont pas prises en compte par manque d'informations ou en raison du fait qu'ils sont encore en cours de négociation :

- Les implications d'accords européens concernant un mécanisme de conservation séparé des revenus extraordinaires liés au gel des avoirs russes. Dans la projection, des recettes extraordinaires d'impôt des sociétés sont prises en compte jusqu'en 2024 puis supposées nulles à partir de 2025. Du côté des dépenses, la projection n'anticipe pas sur une prolongation de la provision Ukraine au-delà de 2024 hormis le financement du revenu d'intégration des réfugiés ukrainiens.
- Les modalités financières de l'accord avec Engie concernant la prolongation de deux centrales nucléaires et le transfert à l'État de la charge de la gestion des déchets nucléaires. La projection tient toutefois compte des dépenses prévues aux budgets 2023 et 2024 pour les études préalables à la prolongation.
- Les accords européens concernant le nouveau système d'échange de quotas d'émission (ETS 2) et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM).
- La contribution de la Belgique à partir de 2028 au remboursement des emprunts européens du plan NextGenerationEU.

b. Ensemble des administrations publiques

Dans les hypothèses de la projection, le déficit public n'augmente que légèrement en 2024 après la hausse de 2023, mais la détérioration s'accroît durant les cinq années suivantes, particulièrement au niveau de l'entité I alors que le déficit de l'entité II est orienté à la baisse. Le solde primaire de l'ensemble des administrations publiques s'améliore en 2024 mais se dégrade en 2025 et 2026 sous la conjonction d'un tassement des recettes et d'une augmentation des dépenses primaires en pourcentage du PIB. La hausse continue des charges d'intérêts à partir de 2023 concourt significativement à l'augmentation du déficit. Calculé selon la méthode conventionnelle de la Commission européenne, le solde primaire structurel se dégrade chaque année à partir de 2025.

Le taux d'endettement s'est légèrement accru en 2023 vu l'ampleur du déficit public, des octrois de crédits et prises de participations, et l'augmentation des réserves de trésorerie résultant de l'émission du bon d'état de septembre 2023. Cette hausse a toutefois été tempérée par la croissance soutenue du PIB nominal (dénominateur du ratio). L'augmentation du taux d'endettement reste modérée en 2024 en raison de la croissance économique nominale assez élevée et de la réduction attendue des réserves de trésorerie. La hausse du taux d'endettement s'accroît toutefois à partir de 2025 à la suite de la détérioration du solde primaire et de l'augmentation du taux d'intérêt moyen payé sur la dette publique. Ce

dernier reste toutefois inférieur à la croissance économique nominale, ce qui exclut une auto-alimentation du taux d'endettement par les charges d'intérêts (absence d'effet boule de neige).

Tableau 1 Compte de l'ensemble des administrations publiques
En pour cent du PIB

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Recettes	49,6	50,2	50,8	50,6	50,5	50,3	50,3	50,3
Dépenses primaires	51,6	52,6	53,1	53,2	53,3	53,1	53,2	53,2
Solde primaire	-2,0	-2,4	-2,2	-2,6	-2,8	-2,8	-2,8	-2,9
Composante cyclique	0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,1	0,0
One-offs	0,1	-0,2	-0,2	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire structurel	-2,2	-2,1	-1,8	-2,3	-2,5	-2,6	-2,7	-2,9
Charges d'intérêts	1,5	2,0	2,2	2,3	2,5	2,6	2,7	2,9
Solde de financement	-3,5	-4,4	-4,5	-4,9	-5,3	-5,5	-5,6	-5,8
Entité I	-2,6	-3,2	-2,8	-3,5	-4,0	-4,4	-4,7	-5,0
Entité II	-0,9	-1,2	-1,7	-1,4	-1,2	-1,1	-0,9	-0,8

Tableau 2 Dette publique
En pour cent du PIB

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dette brute consolidée	104,3	105,2	105,7	107,4	109,7	112,2	114,6	117,3
Variation du taux d'endettement	-3,6	0,8	0,5	1,7	2,3	2,5	2,4	2,6
Solde primaire (-)	2,0	2,4	2,2	2,6	2,8	2,8	2,8	2,9
Dynamique intérêt-croissance	-7,4	-3,4	-1,8	-1,2	-0,8	-0,7	-0,8	-0,5
Charges d'intérêts	1,5	2,0	2,2	2,3	2,5	2,6	2,7	2,9
Contribution de la croissance du PIB	-9,0	-5,5	-4,1	-3,6	-3,3	-3,3	-3,5	-3,4
Ajustement déficit-dette	1,8	1,9	0,1	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3

c. Pouvoir fédéral et sécurité sociale

En 2023, l'augmentation des recettes de l'ensemble constitué du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale, quoiqu'élevée, n'a pas suffi à compenser celle des dépenses. Les mesures pour aider les ménages à faire face à la hausse des prix de l'énergie sont restées importantes en début d'année et ont été complétées par une réduction temporaire des cotisations patronales. Les effets d'année pleine des multiples indexations de 2022 ont renchéri les rémunérations publiques et les revenus de remplacement. Les charges d'intérêts de la dette sont reparties à la hausse après plus de trois décennies de recul. L'important solde du décompte de la loi spéciale de financement (LSF) a également contribué à l'accroissement du déficit.

Le déficit de l'entité I recule sensiblement en 2024. Diverses nouvelles mesures fiscales soutiennent les recettes qui, toutefois, pâtissent du contrecoup des taxes sur les surprofits de 2023 et de l'arrivée en régime de croisière de la réforme du précompte professionnel. Les dépenses ne comprennent plus d'aides liées à la crise des prix de l'énergie mais, par contre, les investissements de la Défense connaissent une accélération tandis que les dépenses sociales et les charges d'intérêts poursuivent leur augmentation rapide.

Durant les années suivantes, la croissance économique n'est pas assez forte pour générer des recettes qui permettraient de compenser la croissance des dépenses primaires et l'augmentation des charges d'intérêts. Les charges d'intérêts du pouvoir fédéral augmentent de 0,7% du PIB sur la période 2023-2029 (sur un total de 0,9% au niveau de l'ensemble des administrations publiques).

Hors dépenses sociales, les dépenses primaires évoluent globalement au même rythme que la croissance économique, avec toutefois des dynamiques variées dans leurs composantes. Les investissements

publics sont relevés à moyen terme, principalement ceux de la Défense en raison de la mise en œuvre des visions stratégiques (dont le Plan STAR) visant notamment le renouvellement du matériel majeur. La contribution au budget de l'Union européenne est également en augmentation. Par contre, les autres dépenses (frais de fonctionnement, subsides, transferts non sociaux, etc.) se tassent en pourcentage du PIB, de même que les transferts à l'entité II vu la liaison partielle à la croissance économique des transferts de la LSF et la baisse du paramètre démographique qui détermine les montants de la dotation TVA aux communautés.

Tableau 3 Compte du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale
En pour cent du PIB

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Recettes	38,0	38,6	39,1	38,9	38,8	38,7	38,7	38,6
Fiscales et parafiscales	35,9	36,5	36,9	36,7	36,6	36,6	36,6	36,5
Transferts des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1
Dépenses	40,6	41,8	41,9	42,4	42,8	43,0	43,3	43,7
Frais de fonctionnement	3,7	3,8	3,9	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8
Prestations sociales	19,7	20,1	20,6	20,9	21,2	21,4	21,7	21,9
Autres dépenses primaires finales courantes	3,5	3,4	3,1	3,2	3,3	3,3	3,3	3,3
Investissements	0,6	0,6	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8
Autres dépenses finales en capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Transferts aux administrations publiques	11,6	12,2	11,7	11,7	11,5	11,5	11,5	11,4
Charges d'intérêts	1,2	1,5	1,7	1,7	1,9	2,0	2,1	2,2
Solde de financement de l'entité I	-2,6	-3,2	-2,8	-3,5	-4,0	-4,4	-4,7	-5,0
Pouvoir fédéral	-2,6	-3,5	-2,7	-3,5	-3,8	-4,0	-4,1	-4,4
Sécurité sociale	-0,0	0,3	-0,1	-0,0	-0,2	-0,4	-0,5	-0,7

L'évolution des dépenses sociales est très dynamique, particulièrement celle des pensions et des soins de santé. Les dépenses de pension augmentent fortement sous l'effet du vieillissement de la population et de certaines mesures de revalorisation. L'arrivée en régime de croisière des relèvements des minima et le relèvement de l'âge légal de la pension en 2025 réduisent la croissance des prestations qui, néanmoins, reste supérieure à celle du PIB compte tenu de l'évolution du nombre de pensionnés, de la pension moyenne et des enveloppes bien-être. Le taux de croissance annuel moyen des dépenses de pension se monte à 2,7% hors indexations sur la période 2025-2029, soit pratiquement le double de la croissance réelle du PIB.

Les déterminants des prestations de soins de santé (prévalence des maladies chroniques, vieillissement de la population, facteurs socioéconomiques, évolution de la pratique médicale et progrès technologique) conduisent à un taux de croissance annuel moyen de 3,2% en termes réels sur la période 2025-2029. Les prestations en maladie-invalidité connaissent également une croissance forte (2,3% par an en moyenne hors indexations sur la même période) en raison de l'augmentation du nombre d'invalides et, indirectement, du relèvement de l'âge légal de la pension. Les dépenses de chômage, par contre, poursuivent leur recul (-1,1% hors indexations par an en moyenne sur la période 2025-2029) en raison principalement de la baisse du nombre de bénéficiaires (chômeurs complets indemnisés, temporaires, avec complément d'entreprise et crédit-temps à temps partiel), et ce, malgré le relèvement de l'âge légal de la pension.

La décomposition du solde de l'entité I entre le pouvoir fédéral et la sécurité sociale au tableau 3 suppose des dotations d'équilibre constantes en termes réels à leur niveau de 2024.

d. Communautés et régions

Le solde de financement des communautés et régions s'est sensiblement détérioré en 2023, et ce malgré un solde du décompte de la LSF de 2 milliards d'euros. Cette détérioration résulte essentiellement du recul des droits d'enregistrement à la suite du ralentissement du marché immobilier, de la hausse des dépenses des plans de relance financés par fonds propres en Flandre et en Wallonie, de l'effet d'année pleine des nombreuses indexations de 2022, des mesures de soutien lié à la hausse des prix de l'énergie ainsi que de la hausse des charges d'intérêts.

Tableau 4 Compte des communautés et régions
En pour cent du PIB

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Recettes	18,9	19,3	19,0	19,0	18,9	18,7	18,8	18,8
Fiscales et parafiscales	4,7	4,6	4,6	4,7	4,7	4,7	4,8	4,9
Transferts des administrations publiques	10,7	11,2	10,7	10,7	10,6	10,5	10,5	10,5
Autres recettes	3,5	3,6	3,7	3,6	3,6	3,5	3,5	3,5
Dépenses	19,8	20,5	20,5	20,2	20,0	19,7	19,6	19,5
Frais de fonctionnement	7,8	8,0	8,0	7,9	7,8	7,8	7,7	7,6
Prestations sociales	4,8	4,9	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Autres dépenses primaires finales courantes	2,5	2,4	2,3	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1
Investissements	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3
Autres dépenses finales en capital	0,5	0,6	0,8	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
Transferts aux administrations publiques	2,5	2,6	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4
Charges d'intérêts	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Solde de financement	-0,9	-1,2	-1,5	-1,3	-1,1	-1,0	-0,8	-0,6
Communauté flamande	-0,4	-0,4	-0,7	-0,5	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1
Communauté française	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Région wallonne	-0,2	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2
Région de Bruxelles-Capitale et Cocom	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Autres	0,1	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0	-0,0

En 2024, les finances régionales poursuivent leur dégradation à la suite principalement du contrecoup de l'important solde du décompte de la LSF de 2023. Les dépenses évoluent peu en 2024 en pourcentage du PIB. Les nouvelles initiatives notamment en matière de garde des enfants et une reprise de dette consécutive à la fusion de communes flamandes sont compensées par la disparition des dépenses liées à la crise énergétique. Les dépenses des plans de relance financés sur fonds propres sont stables par rapport à 2023 en pourcentage du PIB.

À moyen terme, le déficit des entités fédérées se résorbe partiellement en raison surtout de l'arrivée à échéance des différents plans de relance. Il reste toutefois supérieur en fin de période de projection à son niveau de 2019. La réduction du déficit du compte des communautés et régions à politique inchangée est attribuable à la Communauté flamande et à la Région wallonne. Le solde de financement de la Communauté française et le solde consolidé de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune sont stables à moyen terme.

e. Pouvoirs locaux

Le quasi-équilibre budgétaire des pouvoirs locaux en 2023, malgré une hausse des dépenses d'investissement, résulte notamment d'un fort relèvement des recettes du précompte immobilier. L'année 2024 correspond au pic du cycle électoral des investissements, ce qui explique la détérioration du solde de financement puis son amélioration en 2025. À moyen terme, et malgré une évolution supposée très

modérée des frais de fonctionnement, un léger déficit subsiste en raison de la hausse des cotisations au fonds de pension solidarisé et du relèvement des dépenses d'investissement à l'approche de l'échéance électorale de 2030.

Tableau 5 Compte des pouvoirs locaux
En pour cent du PIB

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Recettes	6,9	7,1	7,0	6,9	6,9	6,8	6,8	6,8
Fiscales et parafiscales	1,9	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0
Transferts des administrations publiques	3,5	3,6	3,6	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4
Autres recettes	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4
Dépenses	6,9	7,1	7,2	7,1	7,0	6,9	6,9	6,9
Frais de fonctionnement	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,0	5,0	5,0
Prestations sociales	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Autres dépenses primaires finales courantes	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Investissements	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7
Autres dépenses finales en capital	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transferts aux administrations publiques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Charges d'intérêts	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Solde de financement	-0,1	-0,0	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

5. Annexes

5.1. Annexe statistique

	Chiffres clés pour l'économie belge	20
Tableau A.1	Environnement international et indicateurs financiers	21
Tableau A.2	PIB et principales catégories de dépenses à prix courants	21
Tableau A.3	PIB et principales catégories de dépenses en volume	22
Tableau A.4	Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses	22
Tableau A.5	Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement : estimations à prix courants	23
Tableau A.6	PIB potentiel et output gap	23
Tableau B.1	Situation sur le marché du travail	24
Tableau B.2	Situation sur le marché du travail - détail	25
Tableau B.3	Masse salariale dans le secteur marchand : évolution et déterminants	26
Tableau B.4	Réductions de charges sur le travail dans les branches d'activité marchande	27
Tableau C.1	Compte des particuliers	28
Tableau C.2	Revenu disponible réel des particuliers	29
Tableau C.3	Compte des entreprises	30
Tableau C.4	Opérations avec le reste du monde	31
Tableau C.5	Distribution du revenu national	32
Tableau C.6	Balance d'investissement et d'épargne	32
Tableau D.1	Compte des administrations publiques	33
Tableau D.1.bis	Compte des administrations publiques	34
Tableau D.2	Compte du pouvoir fédéral	35
Tableau D.3	Compte des communautés et régions	36
Tableau D.4	Solde de financement des entités fédérées	37
Tableau D.5	Compte des administrations locales	38
Tableau D.6	Compte des administrations de sécurité sociale	39
Tableau D.7	Détail des prestations sociales payées	40
Tableau E.1	Valeurs ajoutées brutes en volume	41
Tableau E.2	Structure de la valeur ajoutée brute à prix courants	41
Tableau E.3	Investissements en volume	41
Tableau E.4	Emploi intérieur	42
Tableau E.5	Productivité horaire des branches d'activité marchande	43
Tableau E.6	Coût nominal par tête du facteur travail des branches d'activité marchande	43
Tableau F.1	Bilan énergétique	44
Tableau F.2	Émissions de gaz à effet de serre	44

PERSPECTIVES

Chiffres clés pour l'économie belge

Pourcentages de variation en volume - sauf indication contraire

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dépenses de consommation finale des particuliers	-8.2	6.3	3.2	1.4	1.4	1.7	1.5	1.6	1.5	1.4
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0.3	5.2	4.2	1.6	1.1	1.1	1.3	1.3	1.4	1.3
Formation brute de capital fixe	-5.2	5.0	-0.2	3.6	3.1	2.6	1.8	0.8	1.6	1.8
Dépenses nationales totales	-6.2	6.1	3.0	2.0	1.1	1.8	1.5	1.3	1.5	1.5
Exportations de biens et services	-6.3	13.9	4.9	-3.3	-1.1	2.3	3.1	2.9	2.8	2.8
Importations de biens et services	-7.4	13.0	4.9	-2.6	-1.5	2.7	3.3	2.9	2.9	2.9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.9	0.9	0.1	-0.6	0.3	-0.3	-0.2	-0.0	-0.1	-0.2
Produit intérieur brut	-5.3	6.9	3.0	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.4	1.3
Indice national des prix à la consommation	0.7	2.4	9.6	4.1	3.1	2.0	1.8	1.8	1.8	1.8
Indice santé	1.0	2.0	9.3	4.3	3.1	2.0	1.8	1.8	1.8	1.8
Revenu disponible réel des particuliers	1.2	2.3	-1.9	3.2	2.0	1.6	1.4	1.5	1.3	1.3
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	20.4	17.1	12.9	14.3	14.8	14.8	14.7	14.6	14.4	14.3
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	3.2	93.9	103.7	40.7	26.8	36.2	44.2	41.9	45.0	45.9
Taux d'emploi (concept EU2020 (20-64 ans; définition EFT)) (%)	70.0	70.6	71.9	72.1	72.3	72.5	72.8	73.2	73.7	74.1
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat) (%)	5.6	6.3	5.6	5.5	5.8	5.9	5.8	5.7	5.4	5.2
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	1.4	1.3	-1.0	-1.0	0.1	-0.3	-0.7	-0.8	-1.0	-1.2
Solde de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-8.9	-5.4	-3.5	-4.4	-4.5	-4.9	-5.3	-5.5	-5.6	-5.8
Dettes publiques (en % du PIB)	111.8	108.0	104.3	105.2	105.7	107.4	109.7	112.2	114.6	117.3
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	114.1	118.3	105.4	108.2	108.8	110.7	110.7	110.7	110.7	110.7
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0.4	-0.5	0.3	3.4	3.7	2.9	2.7	2.5	2.3	2.1
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	-0.1	-0.1	1.7	3.1	2.9	2.8	2.9	2.9	3.0	3.1

A. Résultats macroéconomiques

Tableau A.1 Environnement international et indicateurs financiers
Taux de croissance, sauf indication contraire

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique (en volume)	-7.7	9.8	6.6	-0.5	1.5	3.1	3.0	3.1	3.1	3.1
PIB Zone euro (en volume)	-6.1	5.9	3.4	0.4	0.8	1.4	1.4	1.3	1.3	1.2
Taux de change nominal effectif pour la Belgique (1) (2)	1.1	0.4	-0.9	1.5	0.6	0.8	0.0	0.0	0.0	0.0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros) (2)	114.1	118.3	105.4	108.2	108.8	110.7	110.7	110.7	110.7	110.7
Prix du commerce mondial										
Prix du pétrole Brent en dollars	41.8	70.7	100.8	82.5	83.0	78.5	82.8	87.4	92.2	97.2
Prix mondiaux en dollars (3)	-0.2	12.7	5.4	-0.2	2.0	3.9	2.8	2.4	2.4	2.4
Prix mondiaux en euros (3)	-2.1	8.7	18.3	-2.7	1.4	2.1	2.8	2.4	2.4	2.4
Taux d'intérêt zone euro (niveau)										
Court terme (Euribor à 3 mois) (2)	-0.4	-0.5	0.3	3.4	3.7	2.9	2.7	2.5	2.3	2.1
Long terme (10 ans) (2) (4)	0.0	0.0	1.8	3.1	2.9	2.9	2.9	3.0	3.0	3.1

(1) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation)

(2) Pour les valeurs futures : hypothèse technique basée sur les cotations à terme

(3) Moyenne pondérée basée sur la part des partenaires commerciaux dans les importations belges

(4) Moyenne pondérée des pays de la zone euro A.2 PIB et principales catégories de dépenses à prix courants

Tableau A.2 PIB et principales catégories de dépenses à prix courants
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dépenses de consommation finale des particuliers	227472	247828	280872	300349	310464	321635	332180	343386	354605	365938
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	112445	120442	131843	141776	148313	153628	158974	164532	170081	175363
Formation brute de capital fixe	110943	121509	132416	143782	151196	157990	163729	168028	173688	179908
a. Investissements des entreprises (1)	74788	81202	89648	99692	104878	110861	115136	119244	123564	128005
b. Investissements des pouvoirs publics	12600	13882	15144	16674	19098	18898	19453	18759	19105	19890
c. Investissements en logements	23556	26426	27624	27417	27220	28231	29140	30025	31019	32013
Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	673	9189	17940	4280	-1406	-1837	-1046	-483	-21	395
Dépenses nationales totales	451534	498968	563071	590188	608567	631416	653837	675463	698353	721603
Exportations de biens et services	362293	446593	530395	506847	502732	524259	551325	578688	607434	637824
Importations de biens et services	353079	437632	539421	512335	503084	526214	555623	584237	614435	646739
Produit intérieur brut	460748	507930	554044	584700	608215	629460	649538	669915	691353	712688

(1) Y compris indépendants et ISBL

PERSPECTIVES

Tableau A.3 PIB et principales catégories de dépenses en volume
Taux de croissance

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dépenses de consommation finale des particuliers	-8.2	6.3	3.2	1.4	1.4	1.7	1.5	1.6	1.5	1.4
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	-0.3	5.2	4.2	1.6	1.1	1.1	1.3	1.3	1.4	1.3
Formation brute de capital fixe	-5.2	5.0	-0.2	3.6	3.1	2.6	1.8	0.8	1.6	1.8
a. Investissements des entreprises (1)	-5.5	4.7	1.1	6.0	3.2	3.8	2.0	1.7	1.8	1.8
b. Investissements des pouvoirs publics	1.1	4.7	-1.6	6.2	13.0	-2.9	1.2	-5.2	0.2	2.4
c. Investissements en logements	-7.2	6.0	-3.2	-5.7	-3.1	1.9	1.4	1.2	1.5	1.4
Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur (2)	-0.6	0.4	0.4	0.0	-0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses nationales totales	-6.2	6.1	3.0	2.0	1.1	1.8	1.5	1.3	1.5	1.5
Exportations de biens et services	-6.3	13.9	4.9	-3.3	-1.1	2.3	3.1	2.9	2.8	2.8
Importations de biens et services	-7.4	13.0	4.9	-2.6	-1.5	2.7	3.3	2.9	2.9	2.9
Exportations nettes (2)	0.9	0.9	0.1	-0.6	0.3	-0.3	-0.2	-0.0	-0.1	-0.2
Produit intérieur brut	-5.3	6.9	3.0	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.4	1.3

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Contribution à la croissance du PIB

Tableau A.4 Déflateurs du PIB et des principales catégories de dépenses
Taux de croissance

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.9	2.5	9.8	5.4	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.3	1.8	5.0	5.9	3.5	2.5	2.1	2.1	1.9	1.8
Formation brute de capital fixe	0.7	4.3	9.2	4.8	2.0	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8
a. Investissements des entreprises (1)	0.2	3.7	9.2	4.9	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8
b. Investissements des pouvoirs publics	-0.2	5.2	10.9	3.6	1.4	1.9	1.8	1.7	1.7	1.7
c. Investissements en logements	2.7	5.8	8.0	5.3	2.5	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8
Dépenses nationales totales	1.2	4.2	9.6	2.8	2.0	2.0	2.0	1.9	1.9	1.8
Exportations de biens et services	-2.0	8.3	13.2	-1.2	0.3	2.0	2.0	2.0	2.1	2.2
Importations de biens et services	-2.6	9.7	17.5	-2.5	-0.3	1.9	2.2	2.2	2.2	2.3
Termes de l'échange	0.6	-1.3	-3.7	1.3	0.7	0.1	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1
Produit intérieur brut	1.6	3.2	5.9	4.1	2.6	2.0	1.8	1.8	1.8	1.7
<i>Pour mémoire :</i>										
Déflateur des dépenses finales totales	-0.3	6.1	11.3	0.9	1.2	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0
Contributions :										
(a) Coûts d'origine intérieure = (a1)+(a2)+(a3)	0.9	1.7	3.1	2.1	1.4	1.1	1.0	1.0	0.9	0.9
(a1) Coûts salariaux par unité produite	1.0	-0.2	1.6	1.8	0.8	0.7	0.5	0.5	0.5	0.5
(a2) Impôts indirects nets de subsides par unité produite	-0.8	0.6	0.3	0.2	0.1	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1
(a3) Marge bénéficiaire par unité produite (2)	0.7	1.3	1.2	0.1	0.6	0.3	0.5	0.4	0.4	0.3
(b) Coût des importations	-1.2	4.3	8.2	-1.2	-0.2	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1

(1) Y compris indépendants et ISBL

(2) Excédent brut d'exploitation de l'économie nationale et revenu mixte des indépendants

Tableau A.5 Revenu disponible, épargne et capacité ou besoin de financement : estimations à prix courants
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Produit intérieur brut aux prix du marché	460748	507930	554044	584700	608215	629460	649538	669915	691353	712688
Solde des revenus primaires du/vers le reste du monde	4734	5407	8559	12070	12825	12955	13106	13254	13396	13528
2. Revenu national brut	465482	513336	562604	596771	621040	642415	662644	683168	704748	726216
Consommation de capital fixe	92388	97850	108674	114933	120293	125669	131240	136806	142295	147839
3. Revenu national net	373094	415486	453930	481837	500747	516746	531403	546362	562454	578378
Solde des transferts courants en provenance du/vers le reste du monde	-7196	-7606	-4990	-7630	-7242	-8428	-8792	-8691	-8586	-8486
4. Revenu national net disponible	365898	407880	448940	474207	493505	508318	522611	537671	553868	569892
Consommation finale nationale	339917	368270	412715	442126	458777	475262	491154	507918	524687	541300
5. Épargne nationale nette	25757	39458	36075	31931	34578	32905	31307	29602	29030	28441
Formation brute de capital fixe	110943	121509	132416	143782	151196	157990	163729	168028	173688	179908
Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	673	9189	17940	4280	-1406	-1837	-1046	-483	-21	395
Solde des opérations de capital avec le reste du monde	-244	843	927	1362	1776	1737	1709	964	948	942
6. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de la nation	6285	7453	-4680	164	6856	4157	1573	-173	-1393	-3081

Tableau A.6 PIB potentiel et output gap

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Output gap (en % du PIB potentiel)	-5.9	-1.1	0.2	-0.2	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.2	0.0
Croissance du PIB effectif (en %)	-5.3	6.9	3.0	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3	1.4	1.3
Croissance du PIB potentiel (en %)	1.4	1.6	1.7	1.8	1.6	1.5	1.4	1.3	1.2	1.1
Contributions à la croissance du PIB potentiel (en point de pourcentage)										
Stock de capital	0.4	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5
Productivité totale des facteurs	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Emploi potentiel (en heures)	0.6	0.8	0.9	1.0	0.8	0.7	0.6	0.5	0.4	0.4

B. Marché du travail

Tableau B.1 Situation sur le marché du travail
En milliers (moyennes annuelles)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
I. Population totale (II+III)	11506.9	11552.6	11640.8	11727.5	11782.2	11819.5	11852.9	11893.9	11933.2	11971.2
I.bis Population d'âge actif (15-64 ans)	7358.0	7376.4	7422.2	7467.6	7486.4	7492.1	7493.8	7496.9	7495.7	7489.5
II. Population inactive (concept BFP)	6028.1	6013.1	6008.4	6019.0	6008.4	6000.3	5990.2	6003.6	6016.5	6029.9
dont : chômage avec complément d'entreprise (non demandeurs d'emploi)	32.0	21.4	13.5	8.0	5.2	4.3	3.8	3.1	2.8	2.4
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	5478.8	5539.5	5632.4	5708.5	5773.7	5819.2	5862.7	5890.3	5916.7	5941.3
IV. Emploi intérieur	4898.3	4992.3	5095.9	5136.6	5163.4	5199.6	5243.8	5285.8	5330.8	5376.6
(a) Salariés	3159.8	3213.6	3288.1	3310.0	3323.9	3348.2	3378.3	3407.1	3439.3	3473.1
(b) Indépendants	834.4	860.1	878.0	887.5	894.5	904.4	917.2	928.9	940.0	950.4
(c) Emploi public	904.1	918.5	929.9	939.1	944.9	947.0	948.4	949.7	951.5	953.1
V. Travailleurs frontaliers (solde)	82.4	81.8	81.9	82.0	82.0	82.0	82.0	82.0	82.0	82.0
VI. Chômage (concept BFP)	498.1	465.4	454.6	489.8	528.3	537.6	536.8	522.5	504.0	482.7
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (1)	494.7	465.0	454.3	489.7	528.3	537.5	536.8	522.4	503.9	482.6
dont : chômage avec complément d'entreprise	10.6	10.9	9.7	7.5	5.6	4.6	4.5	3.8	3.3	2.9
(b) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi (2)	3.3	0.4	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Taux de chômage (VI)/(III)	9.1	8.4	8.1	8.6	9.2	9.2	9.2	8.9	8.5	8.1
Taux d'activité (III)/(I.bis)	74.5	75.1	75.9	76.4	77.1	77.7	78.2	78.6	78.9	79.3
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	67.7	68.8	69.8	69.9	70.1	70.5	71.1	71.6	72.2	72.9
<i>Pour mémoire</i>										
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)	5.6	6.3	5.6	5.5	5.8	5.9	5.8	5.7	5.4	5.2
Taux d'emploi (20-64 ans ; définition EFT)	70.0	70.6	71.9	72.1	72.3	72.5	72.8	73.2	73.7	74.1

(1) Hors emplois ALE

(2) Définition Statinfo (concept paiements)

Tableau B.2 Situation sur le marché du travail - détail
En milliers (moyennes annuelles)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
I. Population totale (II+III)	11506.9	11552.6	11640.8	11727.5	11782.2	11819.5	11852.9	11893.9	11933.2	11971.2
I.bis Population d'âge actif (15-64 ans)	7358.0	7376.4	7422.2	7467.6	7486.4	7492.1	7493.8	7496.9	7495.7	7489.5
II. Population inactive (concept BFP)	6028.1	6013.1	6008.4	6019.0	6008.4	6000.3	5990.2	6003.6	6016.5	6029.9
dont : avec allocation ONEM (1) :	87.9	75.7	66.4	59.6	57.4	56.6	56.2	55.5	55.2	54.8
- Dispenses pour raisons sociales et familiales / pour aidant proche	0.6	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
- Dispenses pour suivre des études	16.7	15.6	14.9	14.8	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
- Interruptions de carrière et crédits-temps complets (2)	18.6	18.5	20.5	20.9	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6	20.6
** Interruptions de carrière ordinaires (2)	2.0	1.9	2.2	2.2	2.1	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3
** Congés thématiques	12.5	12.6	14.5	15.1	15.4	15.5	15.5	15.5	15.5	15.5
** Crédits-temps	4.1	4.0	3.9	3.6	3.2	3.0	2.9	2.8	2.8	2.7
- Chômage avec complément d'entreprise (non demandeurs d'emploi)	32.0	21.4	13.5	8.0	5.2	4.3	3.8	3.1	2.8	2.4
- Chômeurs complets en formation professionnelle	20.0	19.7	17.1	15.6	16.2	16.4	16.5	16.5	16.5	16.5
III. Population active (concept BFP) (IV+V+VI)	5478.8	5539.5	5632.4	5708.5	5773.7	5819.2	5862.7	5890.3	5916.7	5941.3
IV. Emploi intérieur	4898.3	4992.3	5095.9	5136.6	5163.4	5199.6	5243.8	5285.8	5330.8	5376.6
dont : avec allocation ONEM (1) :	311.3	286.6	282.6	276.2	270.5	267.9	262.2	255.5	249.7	246.0
- Temps partiel avec AGR (3) + invol. avec allocations	31.8	31.1	29.4	25.5	24.0	23.3	23.0	22.8	22.7	22.7
- Activation	46.1	42.7	40.1	32.5	26.6	26.3	25.7	25.6	25.6	25.5
** Agences locales pour l'emploi	0.4	0.3	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
** Plan 'activa' (4)	38.1	38.2	37.0	30.5	25.3	25.1	24.9	25.1	25.3	25.3
** Réintégration de chômeurs âgés	6.2	4.2	2.8	1.8	1.2	1.0	0.7	0.4	0.2	0.1
** Programme de transition professionnelle	1.4	0.0	0.0	0.0	-0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
** Première expérience professionnelle	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
- Interruptions de carrière et crédits-temps partiels (2)	233.3	212.6	212.9	218.0	219.7	218.2	213.4	206.9	201.1	197.7
** Interruptions de carrière ordinaires (2)	45.3	39.6	35.0	32.0	30.1	28.6	27.9	27.1	26.8	26.5
** Congés thématiques	97.1	86.0	93.0	99.9	105.6	107.9	109.4	110.2	110.7	111.0
** Crédits-temps (5)	90.9	87.0	84.9	86.1	84.0	81.8	76.1	69.5	63.6	60.1
- Prépensions à temps partiel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
- Chômeurs complets en atelier protégé	0.2	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
V. Travailleurs frontaliers (solde)	82.4	81.8	81.9	82.0	82.0	82.0	82.0	82.0	82.0	82.0
VI. Chômage (concept BFP)	498.1	465.4	454.6	489.8	528.3	537.6	536.8	522.5	504.0	482.7
(a) Demandeurs d'emploi inoccupés (6)	494.7	465.0	454.3	489.7	528.3	537.5	536.8	522.4	503.9	482.6
dont : chômage avec complément d'entreprise	10.6	10.9	9.7	7.5	5.6	4.6	4.5	3.8	3.3	2.9
(b) CCI âgés non demandeurs d'emploi (1)	3.3	0.4	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
<i>p.m. Chômeurs indemnisés après un travail à temps partiel volontaire (1)</i>	23.3	22.3	20.2	20.1	20.1	20.0	19.7	19.5	19.5	19.5
<i>p.m. Chômage temporaire (1)(7) (unités budgétaires)</i>	202.0	99.8	37.1	25.1	25.1	22.6	22.6	22.1	21.4	20.6
<i>p.m. CCI-DE (1)(8) - variations annuelles</i>	7.9	-17.5	-26.8	-4.7	1.3	5.8	2.1	-6.1	-9.7	-11.5
<i>p.m. Chômage avec complément d'entreprise / prépension à temps plein (total)</i>	42.6	32.3	23.2	15.5	10.8	8.9	8.3	7.0	6.1	5.3
<i>p.m. Revenu d'intégration sociale (ou équivalent)</i>	164.5	166.5	179.0	188.4	190.9	192.8	189.9	190.6	191.4	193.0

(1) Définitions Statinfo (concept paiement)

(2) À l'exclusion du zorgkrediet flamand

(3) Travailleurs à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient ou non d'une allocation de garantie de revenu (AGR)

(4) Y compris SINE, bonus de démarrage et bonus de stage

(5) Y compris crédits-temps de crise

(6) À l'exclusion des emplois ALE

(7) Y compris la suspension de crise employés

(8) Y compris les dispensés ALE et les bénéficiaires de l'allocation de sauvegarde

Tableau B.3 Masse salariale dans le secteur marchand : évolution et déterminants
Taux de croissance, sauf indication contraire

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Salariés dans le secteur marchand										
Coût salarial par heure effective	5.2	0.3	4.6	7.8	3.6	3.2	2.3	2.3	2.3	2.3
<i>p.m. idem, après déduction des subventions salariales (1)</i>	4.4	0.0	4.9	8.2	3.7	3.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Coût salarial par personne	-2.8	5.2	7.4	7.9	3.7	3.5	2.5	2.5	2.4	2.4
Salaire brut par heure effective	4.7	0.8	4.8	8.4	3.1	3.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Salaire brut par personne	-3.3	5.8	7.6	8.4	3.3	3.7	2.6	2.5	2.5	2.4
Indexation	1.1	1.0	4.9	8.1	3.0	2.7	1.8	1.8	1.8	1.8
Salaire brut par heure effective hors indexation	3.6	-0.2	-0.1	0.3	0.1	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Salaire brut par personne hors indexation	-4.3	4.7	2.6	0.4	0.3	0.9	0.8	0.7	0.7	0.7
Emploi salarié (nombre d'heures)	-8.2	6.7	5.1	0.7	0.5	1.0	1.1	1.0	1.1	1.1
Emploi salarié (nombre de personnes)	-0.6	1.7	2.3	0.7	0.4	0.7	0.9	0.9	1.0	1.0
Masse salariale y compris cotisations patronales (2)										
	-3.4	7.0	9.9	8.6	4.1	4.3	3.4	3.3	3.4	3.4
Masse salariale hors cotisations patronales										
	-3.9	7.5	10.1	9.2	3.7	4.4	3.5	3.4	3.4	3.4
Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)										
Cotisations patronales (sensu lato) (2)	30.6	29.9	29.6	28.9	29.5	29.3	29.2	29.1	29.0	28.9
Cotisations patronales (sensu stricto) (3)	21.9	21.6	21.7	21.2	21.8	21.7	21.6	21.6	21.6	21.6
Cotisations personnelles (4)	10.4	10.3	10.2	10.2	10.1	10.2	10.2	10.2	10.2	10.3
Taux net implicite de cotisations (en % de la masse salariale brute) (5)										
	22.8	21.9	22.0	21.8	22.4	22.2	22.1	22.0	21.9	21.8
Inflation et indexation										
Inflation : indice national des prix à la consommation	0.7	2.4	9.6	4.1	3.1	2.0	1.8	1.8	1.8	1.8
Inflation : indice santé	1.0	2.0	9.3	4.3	3.1	2.0	1.8	1.8	1.8	1.8
Indexation des rémunérations du secteur public	1.5	1.0	7.0	7.0	3.0	2.3	1.8	1.8	1.8	1.5
Indexation des prestations sociales	1.7	1.0	7.9	6.1	3.0	2.3	1.8	1.8	1.8	1.5
Secteur marchand (salariés et indépendants)										
Valeur ajoutée en volume	-5.7	7.6	3.2	1.4	1.5	1.6	1.5	1.5	1.6	1.5
Volume de travail (nombre d'heures)	-9.8	9.1	4.9	1.5	0.6	1.0	1.2	1.1	1.1	1.0
Productivité horaire	4.5	-1.4	-1.6	-0.1	0.9	0.6	0.4	0.5	0.5	0.4

(1) Selon la méthodologie des comptes nationaux, dite du SEC 2010, les subventions salariales doivent être enregistrées comme une subvention et non comme une réduction directe des charges sur le travail. Elles n'entrent dès lors pas en ligne de compte dans la définition des coûts salariaux. Ces subventions salariales sont multiples et sont financées par différentes entités du secteur public.

(2) Y compris les cotisations patronales fictives, extra-légales et les cotisations perçues par le pouvoir fédéral.

(3) Cotisations patronales perçues par la Sécurité sociale, avant déduction des réductions de cotisations patronales groupes-cibles.

(4) À l'exclusion des cotisations volontaires des salariés.

(5) Cotisations patronales sensu lato moins les réductions de cotisations groupes-cibles et les autres subventions salariales.

Tableau B.4 Réductions de charges sur le travail dans les branches d'activité marchande
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Réductions de cotisations patronales (ex ante)	8354	8999	9819	10823	11161	11619	11905	12182	12492	12812
- Réductions générales et diverses	7109	7570	8414	9517	9792	10130	10292	10394	10512	10639
<i>p.m. dont via taux facial (a)</i>	6326	6748	7552	7810	8060	8412	8698	8980	9273	9577
- Subventions salariales groupes cibles fédérales	499	736	758	750	884	1030	1165	1336	1526	1716
- Subventions salariales groupes cibles transférées aux Régions (b)	746	694	647	555	484	459	448	452	455	457
<i>p.m. Non compris : contractuels subventionnés ONSS, artistes, parents d'accueil, domestiques</i>	284	297	101	95	95	97	98	100	102	103
2. Subventions salariales autres que réductions groupes cibles (ex post)	8533	9567	9593	10443	10730	11084	11346	11619	11902	12192
2a. via la sécurité sociale	1611	1866	1886	1971	2021	2080	2120	2163	2207	2253
- Maribel social	840	865	871	895	938	958	974	993	1014	1035
- Maribel social - financement alternatif	115	121	136	154	161	168	174	181	188	195
- Activation d'allocations de chômage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Titres-services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Contractuels subventionnés hôpitaux + Harmonisation des salaires + Fin de carrière maisons de repos et de soins + Autres (c)	655	880	880	922	922	954	971	988	1006	1023
2b. via la fiscalité fédérale et les dépenses fédérales	3779	4022	3833	4190	4366	4512	4649	4791	4939	5092
- Travail de nuit et travail en équipe (d)	1777	1935	2014	2187	2270	2356	2423	2491	2564	2638
- Heures supplémentaires	168	185	203	222	231	240	247	254	261	269
- Recherche et développement (entreprises) (e)	1012	1126	1087	1174	1221	1271	1311	1353	1397	1443
- Subvention générale	314	220	246	285	307	291	301	311	322	333
- Subventions pour des secteurs spécifiques (f)	208	217	228	267	281	297	309	321	334	347
- Fonds "Blouses blanches" (partie Maribel social) + Autres (g)	300	338	55	55	57	58	59	60	61	62
2c. via les Régions	3143	3679	3874	4282	4343	4493	4577	4666	4756	4847
- Embauche de chômeurs âgés (Région flamande)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Prime à l'emploi (Région wallonne)	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0
- Entreprises de travail adapté	504	544	585	656	680	706	728	749	772	796
- Activation d'allocations de chômage	163	170	169	139	117	119	120	123	126	128
- Titres-services	1798	1980	2004	2366	2386	2475	2515	2558	2601	2644
- Harmonisation des salaires + Fin de carrière maisons de repos et de soins + Autres (h)	676	982	1115	1122	1161	1192	1213	1235	1257	1279
3. Non-transfert de cotisations personnelles (i)	7	8	8	10	10	11	11	11	12	12
<i>p.m. Transféré aux Régions</i>	6	8	8	9	9	10	10	11	11	11
Total en faveur des employeurs (1+2+3)(b)	16894	18574	19420	21275	21901	22714	23262	23813	24406	25016
<i>p.m. Transféré aux Régions</i>	3389	3834	3943	4191	4157	4255	4307	4379	4449	4518
4. Réductions de cotisations personnelles	960	1050	1552	1597	1823	1788	1799	1803	1787	1772
- Bonus emploi	959	1048	1527	1559	1788	1752	1762	1764	1747	1730
- Restructurations	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
- Sportifs	0	0	30	32	33	35	36	38	39	41
- Pensionnés actifs dans le secteur des soins	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0

(a) Réductions des taux faciaux en 2016 et 2018 dans le cadre du tax shift.

(b) Non compris : contractuels subventionnés ONSS, artistes, parents d'accueil, domestiques.

(c) Autres : Accord social fédéral à partir de 2021 + Subvention covid "prime d'encouragement 985 secteur des soins" + Subvention covid "pécule de vacances employés" + Fonds "Blouses blanches", partie autre que Maribel social + Réintégration des malades de longue durée.

(d) Y compris les subventions spécifiques en faveur du secteur de la construction.

(e) "Partenariats avec les universités" et "jeunes entreprises innovantes".

(f) Mesures marine marchande, dragage, remorquage en mer, pêche en mer, sportifs.

(g) Autres : Subvention covid "prime de fin d'année horeca" + Subvention covid "chèque consommation secteur des soins" + Subvention covid "retour à l'emploi".

(h) Autres : Accords sociaux régionaux à partir de 2021 + Subvention covid "prime d'encouragement 985 secteur des soins".

(i) Mesures marine marchande, dragage.

C. Comptes des secteurs institutionnels (hors secteur des administrations publiques)

Tableau C.1 Compte des particuliers (1)
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
I. Opérations courantes										
a. Ressources	409929	428712	466619	505232	527298	548516	566754	585998	605315	624615
1. Excédent net d'exploitation	10317	10255	10926	11176	11472	11889	12321	12725	13195	13641
2. Revenu mixte net	27848	30648	32369	35546	36704	37798	38846	39912	41028	42140
3. Rémunération des salariés	238046	252212	275746	298479	311115	323624	333915	344418	355335	366298
Salaires et traitements bruts	177542	189077	207219	225268	233908	243324	251044	258801	266892	275042
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	46453	48803	53285	56865	60142	62440	64414	66459	68610	70771
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	14050	14333	15242	16346	17065	17860	18457	19157	19834	20485
4. Revenus nets de la propriété	25036	28242	32929	37726	39943	41147	42307	43482	44625	45748
Intérêts reçus	1041	876	6141	15727	18405	19155	19910	20544	21192	21855
Intérêts payés (-)	1416	1609	4647	10781	11805	12305	12800	13255	13725	14212
Revenu distribué des sociétés	15852	18878	20266	20776	21191	21979	22712	23524	24305	25070
Autres	9558	10097	11169	12004	12152	12317	12484	12669	12854	13035
5. Prestations sociales	103252	103185	108370	117119	124254	130132	135195	140477	145798	151102
6. Autres transferts courants nets	2657	1781	3648	2451	1133	1126	1306	2064	2358	2656
7. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2773	2389	2630	2736	2676	2800	2864	2920	2976	3030
b. Emplois	372738	399771	449471	480509	499838	520114	537754	556403	575314	594146
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	56788	59719	68633	72679	76460	80882	84110	87473	90930	94198
2. Cotisations sociales, dont :	88478	92224	99967	107481	112914	117598	121464	125544	129778	134010
Cotisations sociales effectives	74428	77891	84725	91135	95850	99737	103007	106386	109944	113526
Cotisations sociales imputées	14050	14333	15242	16346	17065	17860	18457	19157	19834	20485
3. Consommation finale nationale	227472	247828	280872	300349	310464	321635	332180	343386	354605	365938
c. Épargne nette	37190	28941	17148	24723	27460	28402	29001	29595	30002	30469
II. Opérations en capital										
a. Ressources	1034	2572	1067	1433	1534	1559	1467	1347	1362	1396
b. Emplois	8815	9681	9776	8307	7256	7520	7874	8195	8631	9057
1. Formation brute de capital fixe	26144	29067	30562	30332	30115	31234	32239	33218	34318	35417
2. Consommation de capital fixe (-)	20984	22324	24393	25553	26511	27297	28083	28880	29688	30505
3. Impôts en capital	3288	4079	3902	3984	4176	4102	4232	4365	4504	4643
4. Variation des stocks et acquisitions moins cessions d'objets de valeur	922	-523	161	163	168	172	175	178	181	185
5. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-614	-682	-734	-760	-760	-760	-760	-760	-760	-760
6. Autres transferts en capital à payer	61	64	278	141	69	70	72	74	76	78
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement	29409	21832	8438	17849	21737	22441	22593	22748	22733	22808

(1) Ménages (y compris les indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau C.2 Revenu disponible réel des particuliers (1)
Taux de croissance

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Revenu primaire brut	-3.1	4.1	-0.3	2.9	2.3	1.8	1.3	1.3	1.3	1.2
a. Rémunération des salariés, dont :	-2.5	3.4	-0.4	2.7	2.3	2.1	1.4	1.4	1.4	1.3
Entreprises	-4.3	4.4	0.1	3.0	2.2	2.3	1.6	1.5	1.6	1.6
État	2.0	1.1	-1.2	2.7	2.6	1.5	0.8	0.9	0.8	0.5
Travailleurs frontaliers	2.3	-1.7	-6.5	-6.0	1.7	1.6	0.7	0.7	0.6	0.6
b. Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	-2.4	4.3	-2.5	1.3	1.4	1.2	1.2	1.1	1.2	1.1
Excédent brut d'exploitation des particuliers	3.5	1.8	-1.3	-1.8	1.5	1.3	1.4	1.2	1.3	1.2
Revenu mixte	-7.4	6.7	-3.6	4.2	1.3	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9
c. Revenu de la propriété (net), dont :	-9.5	10.1	6.2	8.7	3.9	1.1	1.0	1.0	0.9	0.7
Intérêts reçus	-24.8	-18.0	538.6	142.9	14.8	2.2	2.1	1.4	1.4	1.4
Intérêts payés (-)	-5.7	10.9	163.1	120.1	7.4	2.3	2.2	1.8	1.8	1.8
Revenus distribués des sociétés	-7.8	16.2	-2.2	-2.8	0.1	1.8	1.6	1.8	1.5	1.4
Distribution secondaire des revenus										
a. Transferts aux particuliers, dont :	12.6	-3.3	-2.8	1.2	2.9	2.8	2.2	2.6	2.1	2.0
Prestations sociales	12.1	-2.5	-4.4	2.5	4.1	2.8	2.1	2.1	2.0	1.9
b. Cotisations de Sécurité sociale (-)	-1.5	1.7	-1.3	2.0	3.1	2.2	1.5	1.6	1.6	1.5
Cotisations sociales effectives	-2.2	2.0	-1.0	2.0	3.1	2.1	1.5	1.5	1.5	1.5
Cotisations sociales imputées	2.4	-0.3	-3.1	2.1	2.7	3.0	1.7	2.2	1.9	1.6
c. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (-)	-0.8	2.6	4.7	0.4	3.2	3.8	2.2	2.2	2.2	1.8
Revenu disponible brut des particuliers	1.2	2.3	-1.9	3.2	2.0	1.6	1.4	1.5	1.3	1.3

(1) Ménages (y compris indépendants) et ISBL au service des ménages

Tableau C.3 Compte des entreprises
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
I. Opérations courantes										
a. Ressources	55034	67790	73073	67406	70471	71538	74090	76227	78188	80422
1. Excédent net d'exploitation	61135	77656	83159	78072	81009	81554	83457	84918	86386	87557
2. Cotisations sociales	13665	13866	14684	15616	16154	16651	17097	17534	18001	18482
cotisations effectives à charge des employeurs	9305	9586	10341	11013	11387	11760	12086	12419	12772	13136
cotisations à charge des salariés	1891	1795	1994	2118	2231	2302	2376	2452	2535	2620
cotisations sociales imputées	2469	2486	2348	2485	2536	2589	2636	2663	2694	2726
3. Revenus nets de la propriété	-20968	-24408	-25746	-25641	-26235	-26196	-25982	-25732	-25695	-25102
4. Autres transferts courants nets	1203	676	976	-640	-458	-470	-482	-493	-504	-515
b. Emplois	28923	33626	37342	39579	42936	42306	43246	44020	44855	45535
1. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	15299	19640	22382	23766	26574	25416	25884	26196	26538	26711
2. Prestations sociales	10627	11445	12178	12925	13533	13938	14346	14752	15188	15641
prestations d'assurances sociales de régimes privés	8158	8960	9830	10440	10998	11349	11710	12089	12494	12915
prestations d'assurances sociales directes d'employeurs	2469	2486	2348	2485	2536	2589	2636	2663	2694	2726
3. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	2998	2541	2782	2888	2829	2953	3016	3073	3128	3182
c. Épargne nette	26111	34163	35730	27827	27535	29232	30844	32207	33333	34887
II. Opérations en capital										
a. Ressources	2822	4775	4039	4800	5245	5173	4867	4292	4267	4226
b. Emplois	11205	26037	33279	24589	20494	21820	22515	22842	23237	23655
1. Formation brute de capital fixe	72200	78560	86710	96776	101983	107859	112038	116051	120265	124601
2. Consommation de capital fixe (-)	60715	64178	71517	75698	79738	83748	88012	92260	96513	100817
3. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	619	558	575	88	34	14	26	46	41	37
4. Variation des stocks	-266	9694	17404	3978	-1605	-2030	-1242	-682	-224	189
5. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	3	0	5	5	5	6	6	6	6	6
6. Transferts en capital à payer	-635	1402	101	-560	-185	-281	-300	-318	-338	-360
III. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	17727	12902	6490	8038	12285	12586	13197	13657	14363	15457

Tableau C.4 Opérations avec le reste du monde
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
I. Opérations courantes										
a. Emplois	371303	455924	552505	525553	515855	540695	570817	599689	630151	662736
1. Importations de biens et services	353079	437632	539421	512335	503084	526214	555623	584237	614435	646739
2. Rémunération des salariés	3302	3478	3690	4374	4536	4695	4813	4931	5050	5170
3. Impôts indirects (à la prod. et à l'import.)	1846	1951	2760	2313	2048	2158	2286	2416	2557	2704
4. Revenus nets de la propriété (-)	-1801	-1090	2627	5762	5957	5908	5974	6038	6104	6167
5. Autres transferts courants nets	6682	7189	4383	7119	6739	7922	8291	8196	8097	8003
6. Cotisations sociales	2926	2936	3020	3179	3296	3412	3498	3583	3670	3757
7. Prestations sociales autres que transferts en nature	1443	1497	1707	1845	1957	2050	2129	2212	2296	2380
8. Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension	224	151	150	150	150	150	150	150	150	150
b. Ressources	377832	462535	546897	524355	520935	543115	570681	598553	627810	658713
1. Exportations de biens et services	362293	446593	530395	506847	502732	524259	551325	578688	607434	637824
2. Rémunération des salariés	11034	11272	11691	12305	12762	13209	13541	13873	14207	14544
3. Subventions	649	654	691	691	691	691	691	691	691	691
4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	116	93	26	-52	-55	-56	-58	-60	-62	-64
5. Cotisations sociales	1260	1280	1339	1587	1646	1703	1746	1789	1832	1876
6. Prestations sociales autres que transferts en nature	2480	2644	2756	2978	3159	3309	3438	3572	3707	3842
c. Solde des opérations courantes	6529	6610	-5607	-1198	5080	2420	-136	-1137	-2342	-4023
II. Opérations en capital	-244	843	927	1362	1776	1737	1709	964	948	942
1. Transferts nets en capital	-70	893	1011	996	1410	1371	1343	598	582	576
2. Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (-)	174	50	84	-366	-366	-366	-366	-366	-366	-366
III. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement de l'économie nationale	6285	7453	-4680	164	6856	4157	1573	-173	-1393	-3081

Tableau C.5 Distribution du revenu national
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Particuliers										
1. Revenu primaire brut	322232	343681	376364	408480	425745	441754	455473	469417	483871	498332
. salaires et traitements	238046	252212	275746	298479	311115	323624	333915	344418	355335	366298
. excédent brut d'exploitation et revenu mixte	59150	63227	67689	72275	74688	76983	79251	81518	83911	86286
. revenus nets de la propriété	25036	28242	32929	37726	39943	41147	42307	43482	44625	45748
2. Transferts courants nets	-39357	-46977	-56581	-60591	-63987	-67221	-69073	-70476	-72552	-74450
. prestations moins cotisations sociales	14773	10961	8404	9638	11340	12535	13731	14933	16020	17092
. impôts courants	-56788	-59719	-68633	-72679	-76460	-80882	-84110	-87473	-90930	-94198
. autres transferts	2657	1781	3648	2451	1133	1126	1306	2064	2358	2656
3. Revenu disponible brut	282874	296704	319783	347889	361758	374533	386400	398941	411319	423882
Sociétés										
1. Revenu primaire brut	100881	117426	128930	128129	134512	139106	145488	151446	157204	163272
. excédent brut d'exploitation	121850	141834	154676	153770	160747	165302	171469	177178	182899	188374
. revenus nets de la propriété	-20968	-24408	-25746	-25641	-26235	-26196	-25982	-25732	-25695	-25102
2. Transferts courants nets	-11058	-16543	-18901	-21715	-24411	-23173	-23615	-23906	-24230	-24386
3. Revenu disponible brut	89823	100882	110029	106414	110102	115933	121873	127540	132974	138886
Administrations publiques										
1. Revenu primaire brut	42369	52229	57310	60162	60782	61554	61683	62305	63674	64612
. excédent brut d'exploitation	10767	11420	12855	13797	14149	14731	15253	15777	16207	16632
. impôts indirects nets de subventions	37471	45733	49010	52688	54385	55866	56781	58240	60293	62459
. revenus nets de la propriété	-5869	-4924	-4556	-6323	-7752	-9043	-10351	-11712	-12826	-14479
2. Transferts courants nets	43219	55914	70492	74675	81156	81966	83895	85691	88195	90351
3. Revenu disponible brut	85588	108143	127802	134838	141938	143521	145579	147996	151869	154963
Reste du monde										
1. Revenu disponible brut	7196	7606	4990	7630	7242	8428	8792	8691	8586	8486
Revenu national brut	465482	513336	562604	596771	621040	642415	662644	683168	704748	726216

Tableau C.6 Balance d'investissement et d'épargne
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Ressources	117761	137991	145506	148050	156465	160126	164069	167181	172079	177024
a. Épargne brute	118145	137308	144748	146864	154870	158574	162548	166409	171325	176280
1. Sociétés	86826	98342	107247	103525	107273	112980	118857	124467	129846	135704
2. Ménages	57552	50665	41284	49997	53687	55409	56788	58173	59381	60659
3. Administrations publiques	-26856	-12299	-4040	-6937	-6373	-10105	-13393	-16534	-18210	-20398
4. ISBL	623	600	257	278	283	290	296	302	309	315
b. Transferts nets en capital	-384	683	757	1186	1595	1552	1521	773	754	744
2. Emplois	111476	130538	150186	147886	149609	155969	162495	167354	173472	180105
a. Formation brute de capital	111476	130538	150186	147886	149609	155969	162495	167354	173472	180105
1. Sociétés	71934	88255	104115	100754	100378	105829	110795	115369	120041	124789
2. Ménages	26598	28032	30179	29953	29738	30843	31836	32803	33888	34974
3. Administrations publiques	12610	13892	15510	16800	19116	18906	19461	18767	19114	19898
4. ISBL	334	360	382	379	377	391	403	415	429	443
3. Capacité nette (+) ou besoin net (-) de financement	6285	7453	-4681	164	6856	4157	1573	-173	-1393	-3081

D. Finances publiques

Tableau D.1 Compte des administrations publiques
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Recettes	229853	251294	274899	293592	309269	318612	328150	337030	348076	358734
A. Fiscales et parafiscales	197302	216458	236079	251739	264795	273620	281853	290546	300179	309448
1. Fiscales	135026	150876	164632	174596	183490	188934	194343	200114	206671	212856
a. Impôts directs	72177	79447	91056	96105	103018	106281	109976	113650	117449	120889
- Ménages	55555	58455	67325	70985	74953	79322	82500	85813	89216	92431
- Sociétés	15299	19640	22382	23766	26574	25416	25884	26196	26538	26711
- Autres	1323	1352	1350	1354	1491	1543	1592	1642	1694	1747
b. Impôts indirects	59561	67349	69673	74507	76296	78551	80135	82099	84718	87325
c. Impôts en capital	3288	4079	3902	3984	4176	4102	4232	4365	4504	4643
2. Cotisations sociales effectives	62276	65582	71447	77143	81305	84687	87510	90432	93508	96592
B. Autres recettes des autres secteurs	20913	22954	26152	28219	30162	29931	30681	30190	30953	31716
1. Revenus de la propriété	3114	3563	4023	5495	5837	5588	5732	5876	6033	6188
2. Transferts courants reçus	3161	3319	3923	4099	4176	4037	4232	3849	3914	3975
3. Transferts en capital reçus	290	877	1252	896	1565	1087	1025	295	299	304
4. Ventes courantes de biens et services produits	14347	15196	16953	17729	18585	19219	19693	20170	20707	21249
C. Subsidés reçus	926	896	683	686	697	706	713	720	727	734
D. Cotisations sociales imputées	10712	10985	11986	12948	13614	14354	14903	15574	16218	16835
2. Dépenses	270704	278574	294508	319314	336435	349482	362366	373607	386565	400081
A. Dépenses primaires	261723	270089	285929	307497	322847	334852	346284	356020	367707	379414
a. Courantes	245016	250774	265755	284711	296894	309500	320825	331956	343285	354201
1. Rémunérations des salariés	60487	62692	68026	73646	76990	79575	81581	83761	85960	87917
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	19908	21375	23795	24839	25677	26195	26874	27494	28121	28730
3. Subventions	22790	22117	21074	22234	22345	23132	23816	24334	24914	25372
4. Prestations sociales	128128	131625	139932	150965	160295	167984	175209	182753	190425	198066
- En espèces	91527	90532	95074	102986	109442	114857	119461	124284	129116	133914
- En nature fournies par des producteurs marchands	36601	41093	44858	47979	50852	53128	55749	58469	61309	64152
5. Transferts aux ménages et ISBL	5730	4946	6132	6628	5170	5248	5366	5496	5599	5702
6. Transferts aux entreprises	1813	1101	329	140	146	147	148	149	150	151
7. Contributions RNB et TVA à l'UE	4658	5291	4741	4401	4255	5651	6220	6329	6445	6563
8. Autres transferts au reste du monde	1502	1626	1728	1858	2018	1568	1611	1640	1670	1700
b. En capital	16707	19315	20174	22786	25953	25352	25459	24064	24422	25214
1. Formation brute de capital fixe	12600	13882	15144	16674	19098	18898	19453	18759	19105	19890
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	183	191	612	440	387	396	384	365	369	374
3. Transferts aux ménages et ISBL	994	1618	956	1312	1419	1442	1350	1230	1245	1279
4. Transferts aux entreprises	2462	3215	2966	3734	4176	4106	3799	3224	3199	3158
5. Transferts au reste du monde	468	410	495	626	874	511	474	487	504	513
B. Charges d'intérêts	8981	8486	8578	11817	13588	14630	16082	17588	18858	20666
3. Solde de financement	-40851	-27281	-19608	-25722	-27167	-30870	-34216	-36577	-38489	-41347
Épargne brute	-26856	-12299	-4040	-6937	-6373	-10105	-13393	-16534	-18210	-20398
4. Solde primaire	-31870	-18795	-11030	-13905	-13579	-16240	-18134	-18990	-19631	-20681
<i>p.m. Consommation finale</i>	112445	120442	131843	141776	148313	153628	158974	164532	170081	175363

Tableau D.1.bis Compte des administrations publiques
En pour cent du PIB

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Recettes	49.9	49.5	49.6	50.2	50.8	50.6	50.5	50.3	50.3	50.3
A. Fiscales et parafiscales	42.8	42.6	42.6	43.1	43.5	43.5	43.4	43.4	43.4	43.4
1. Fiscales	29.3	29.7	29.7	29.9	30.2	30.0	29.9	29.9	29.9	29.9
a. Impôts directs	15.7	15.6	16.4	16.4	16.9	16.9	16.9	17.0	17.0	17.0
- Ménages	12.1	11.5	12.2	12.1	12.3	12.6	12.7	12.8	12.9	13.0
- Sociétés	3.3	3.9	4.0	4.1	4.4	4.0	4.0	3.9	3.8	3.7
- Autres	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
b. Impôts indirects	12.9	13.3	12.6	12.7	12.5	12.5	12.3	12.3	12.3	12.3
c. Impôts en capital	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
2. Cotisations sociales effectives	13.5	12.9	12.9	13.2	13.4	13.5	13.5	13.5	13.5	13.6
B. Autres recettes des autres secteurs	4.5	4.5	4.7	4.8	5.0	4.8	4.7	4.5	4.5	4.5
1. Revenus de la propriété	0.7	0.7	0.7	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
2. Transferts courants reçus	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6
3. Transferts en capital reçus	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0
4. Ventes courantes de biens et services produits	3.1	3.0	3.1	3.0	3.1	3.1	3.0	3.0	3.0	3.0
C. Subsidés reçus	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
D. Cotisations sociales imputées	2.3	2.2	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4
2. Dépenses	58.8	54.8	53.2	54.6	55.3	55.5	55.8	55.8	55.9	56.1
A. Dépenses primaires	56.8	53.2	51.6	52.6	53.1	53.2	53.3	53.1	53.2	53.2
a. Courantes	53.2	49.4	48.0	48.7	48.8	49.2	49.4	49.6	49.7	49.7
1. Rémunérations des salariés	13.1	12.3	12.3	12.6	12.7	12.6	12.6	12.5	12.4	12.3
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	4.3	4.2	4.3	4.2	4.2	4.2	4.1	4.1	4.1	4.0
3. Subventions	4.9	4.4	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	3.6	3.6	3.6
4. Prestations sociales	27.8	25.9	25.3	25.8	26.4	26.7	27.0	27.3	27.5	27.8
- En espèces	19.9	17.8	17.2	17.6	18.0	18.2	18.4	18.6	18.7	18.8
- En nature fournies par des producteurs marchands	7.9	8.1	8.1	8.2	8.4	8.4	8.6	8.7	8.9	9.0
5. Transferts aux ménages et ISBL	1.2	1.0	1.1	1.1	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
6. Transferts aux entreprises	0.4	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
7. Contributions RNB et TVA à l'UE	1.0	1.0	0.9	0.8	0.7	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9
8. Autres transferts au reste du monde	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
b. En capital	3.6	3.8	3.6	3.9	4.3	4.0	3.9	3.6	3.5	3.5
1. Formation brute de capital fixe	2.7	2.7	2.7	2.9	3.1	3.0	3.0	2.8	2.8	2.8
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
3. Transferts aux ménages et ISBL	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
4. Transferts aux entreprises	0.5	0.6	0.5	0.6	0.7	0.7	0.6	0.5	0.5	0.4
5. Transferts au reste du monde	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
B. Charges d'intérêts	1.9	1.7	1.5	2.0	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7	2.9
3. Solde de financement	-8.9	-5.4	-3.5	-4.4	-4.5	-4.9	-5.3	-5.5	-5.6	-5.8
Épargne brute	-5.8	-2.4	-0.7	-1.2	-1.0	-1.6	-2.1	-2.5	-2.6	-2.9
4. Solde primaire	-6.9	-3.7	-2.0	-2.4	-2.2	-2.6	-2.8	-2.8	-2.8	-2.9
<i>p.m. Consommation finale</i>	24.4	23.7	23.8	24.2	24.4	24.4	24.5	24.6	24.6	24.6

Tableau D.2 Compte du pouvoir fédéral
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Recettes	109508	125939	137574	146735	154740	157541	161657	165400	170160	174604
A. Fiscales et parafiscales	97579	113303	123406	131421	137804	140790	144294	147905	152073	155928
1. Fiscales	97518	113242	123348	131359	137744	140729	144232	147842	152010	155865
a. Impôts directs	54376	63693	72561	76247	81677	83572	86035	88563	91200	93437
- Ménages	38051	43022	49172	51482	53964	56979	58936	61115	63370	65396
- Sociétés	15001	19319	22039	23411	26222	25051	25507	25806	26135	26295
- Autres	1323	1352	1350	1354	1491	1543	1592	1642	1694	1747
b. Impôts indirects	42841	49160	50467	54761	55611	56905	57938	59011	60533	62143
c. Impôts en capital	301	389	320	351	456	252	260	268	277	285
2. Cotisations sociales effectives	62	60	58	62	60	61	62	62	63	63
B. Autres recettes des autres secteurs	6118	6491	7506	8260	9064	8648	8978	8755	9009	9270
1. Revenus de la propriété	1146	1539	1798	2387	2624	2286	2345	2406	2471	2536
2. Transferts courants reçus	1131	1026	970	1126	1343	1218	1371	997	1011	1028
3. Transferts en capital reçus	78	234	396	186	253	53	41	2	3	4
4. Ventes courantes de biens et services produits	3762	3692	4340	4561	4844	5092	5220	5350	5524	5702
C. Cotisations sociales imputées	2808	2895	3166	3425	3620	3930	4079	4252	4417	4576
D. Transferts des administrations publiques	3002	3250	3497	3629	4252	4172	4306	4488	4661	4830
1. des administrations de sécurité sociale	2980	3215	3440	3603	4210	4138	4294	4475	4649	4816
2. des communautés et régions	19	33	49	24	41	34	12	12	12	14
3. des administrations locales	3	2	8	2	0	0	0	0	0	0
dont, en capital	1	3	14	2	2	2	2	2	2	2
2. Dépenses	142191	146249	151738	167183	171219	179574	186460	192094	198847	205884
A. Dépenses primaires	134112	138776	144625	158129	160664	168273	173972	178383	184369	190108
a. Finales courantes	36246	37652	42347	43664	43507	46199	48202	49507	51006	52424
1. Rémunérations des salariés	10654	10975	11980	13123	14002	14601	15012	15454	15894	16293
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	4401	4609	5685	6200	6251	6413	6586	6694	6972	7226
3. Subventions	7502	6744	6133	6475	6798	7162	7564	7710	7902	8094
4. Prestations sociales	6722	7672	9743	9041	9172	9779	10171	10596	11019	11421
- En espèces	6334	6594	7272	8117	8721	9450	9835	10251	10664	11057
- En nature fournies par des producteurs marchands	388	1078	2471	924	451	329	336	345	355	364
5. Transferts aux ménages et ISBL	875	828	2431	2657	1101	1118	1133	1182	1205	1228
6. Transferts aux entreprises	9	10	7	8	6	6	6	6	6	7
7. Contribution RNB et TVA à l'UE	4658	5291	4741	4401	4255	5651	6220	6329	6445	6563
8. Autres transferts au reste du monde	1425	1524	1628	1760	1921	1469	1510	1536	1563	1591
b. Finales en capital	3680	4600	4767	4982	6386	6383	7067	6460	6931	7069
1. Formation brute de capital fixe	2600	3276	3060	3123	4612	4791	5532	5130	5494	5691
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	33	-2	346	121	16	-0	2	2	2	2
3. Transferts aux ménages et ISBL	-10	32	35	36	51	49	44	44	44	45
4. Transferts aux entreprises	711	929	912	1201	941	1121	1055	839	928	860
5. Transferts au reste du monde	347	365	414	501	767	422	434	446	463	471
c. Transferts aux administrations publiques	94186	96523	97511	109483	110771	115691	118704	122416	126431	130615
1. Transferts de recettes fiscales	46584	53207	56060	63130	63006	65916	67651	69802	72146	74662
2. Autres transferts courants	47521	43236	41332	46225	47660	49668	50944	52503	54173	55838
3. Transferts en capital	81	80	120	128	105	107	109	111	113	115
4. Charges d'intérêts	8078	7473	7114	9054	10555	11301	12488	13711	14478	15776
3. Solde de financement	-32683	-20310	-14164	-20448	-16479	-22034	-24803	-26694	-28686	-31280
Épargne brute	-28531	-15705	-9560	-15105	-10230	-15367	-17432	-19882	-21394	-23840
4. Solde primaire	-24604	-12837	-7051	-11393	-5924	-10732	-12316	-12983	-14209	-15505
<i>p.m. Consommation finale</i>	13681	15133	18331	18468	18684	19245	19876	20515	21237	21907

Tableau D.3 Compte des communautés et régions
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Recettes	89208	95450	104718	113099	115432	119446	122540	125581	129795	134051
A. Fiscales et parafiscales	23828	23918	26178	26704	27924	29439	30491	31773	33258	34681
1. Fiscales	23572	23659	25899	26407	27626	29140	30191	31472	32955	34377
a. Impôts directs - ménages	12205	10572	12657	13817	14866	15862	16782	17622	18472	19354
b. Impôts indirects	8380	9397	9659	8957	9039	9428	9437	9753	10256	10666
c. Impôts en capital	2987	3690	3582	3633	3720	3850	3972	4097	4227	4358
2. Cotisations sociales effectives	256	260	280	297	298	299	301	302	303	304
B. Autres recettes des autres secteurs	9270	10378	11866	12946	13866	13895	14173	13762	14121	14474
1. Revenus de la propriété	981	1070	1202	1870	1937	1993	2046	2100	2156	2213
2. Transferts courants reçus	1507	1681	2166	2252	2085	2051	2074	2047	2080	2105
3. Transferts en capital reçus	151	417	632	642	1244	966	916	224	228	232
4. Ventes courantes de biens et services produits	6632	7211	7866	8181	8600	8885	9138	9391	9657	9924
C. Subsidés reçus	368	344	334	335	344	352	357	363	369	375
D. Cotisations sociales imputées	6259	6414	7013	7612	7992	8334	8650	9045	9421	9781
E. Transferts des administrations publiques	49482	54396	59327	65503	65307	67427	68867	70638	72626	74741
1. Transferts de recettes fiscales	29549	33044	36366	40147	39779	40971	41674	42558	43538	44658
2. Autres transferts	19933	21351	22961	25356	25528	26456	27194	28080	29088	30083
a. du pouvoir fédéral	13359	14598	15664	17418	17188	17778	18195	18681	19307	19936
b. des administrations de sécurité sociale	6229	6365	6980	7604	7985	8327	8643	9037	9414	9773
c. des administrations locales	345	388	316	335	355	350	356	362	368	374
dont, en capital	72	79	82	93	100	101	103	104	106	107
2. Dépenses	99307	104017	109641	120063	124592	127443	130001	132214	135467	138633
A. Dépenses primaires	98160	102810	108173	117567	121780	124303	126557	128482	131368	134194
a. Finales courantes	77051	78802	83250	89651	92459	95010	97355	99899	102447	104672
1. Rémunérations des salariés	28627	29782	32533	35486	36871	37980	38881	39862	40855	41722
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	9045	9790	10538	11035	11493	11591	11854	12118	12321	12528
3. Subventions	10296	10939	10931	11767	11341	11540	11630	11770	11905	11915
4. Prestations sociales	24063	24605	26588	28862	30276	31392	32410	33516	34683	35775
- En espèces	15770	16069	17295	18427	19079	19671	20234	20874	21507	22107
- En nature fournies par des producteurs marchands	8293	8536	9293	10434	11197	11721	12175	12642	13176	13667
5. Transferts aux ménages et ISBL	3360	2608	2301	2342	2313	2340	2413	2464	2513	2560
6. Transferts aux entreprises	1594	992	273	83	90	90	90	90	90	90
7. Transferts au reste du monde	67	85	87	75	75	76	78	79	81	82
b. Finales en capital	8885	10942	10830	12547	13820	13793	13498	12520	12420	12668
1. Formation brute de capital fixe	6484	7245	7923	8794	9235	9434	9536	9061	9063	9250
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	44	115	193	219	287	312	298	279	283	288
3. Transferts aux ménages et ISBL	638	1457	799	1133	1221	1244	1154	1033	1045	1077
4. Transferts aux entreprises	1597	2080	1834	2275	2970	2716	2470	2107	1988	2011
5. Transferts au reste du monde	121	44	81	125	107	88	40	41	41	42
c. Transferts aux administrations publiques	12224	13066	14093	15370	15501	15500	15704	16063	16500	16854
1. Transferts courants	11566	12283	13162	14141	14342	14734	14906	15222	15629	15973
2. Transferts en capital	657	784	931	1229	1160	765	798	841	871	881
B. Charges d'intérêts	1147	1207	1468	2496	2811	3140	3444	3732	4100	4439
3. Solde de financement	-10100	-8567	-4923	-6964	-9159	-7997	-7462	-6633	-5672	-4581
Épargne brute	-3767	-1028	2541	2444	756	1645	1844	2302	3058	4271
4. Solde primaire	-8952	-7360	-3455	-4468	-6348	-4857	-4018	-2901	-1572	-143
<i>p.m. Consommation finale</i>	44789	46680	50938	55647	58035	59744	61361	63054	64690	66145

Tableau D.4 Solde de financement des entités fédérées
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Communautés et régions	-10100	-8567	-4923	-6964	-9159	-7997	-7462	-6633	-5672	-4581
Communauté flamande	-5404	-3115	-2326	-2377	-4053	-3096	-2249	-1706	-1233	-461
Communauté française	-1519	-834	-791	-800	-1285	-1335	-1448	-1547	-1614	-1496
Région wallonne	-1838	-3306	-1163	-2139	-2381	-2085	-2197	-1824	-1277	-1106
Région de Bruxelles-Capitale	-1200	-1497	-1215	-1478	-1266	-1342	-1417	-1397	-1388	-1373
Autres	-138	185	573	-170	-174	-137	-151	-160	-161	-145

Tableau D.5 Compte des administrations locales
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Recettes	34147	35134	38085	41413	42681	43627	44599	45793	47075	48293
A. Fiscales et parafiscales	10091	9706	10784	11814	12440	12938	13349	13743	14148	14562
1. Fiscales	10071	9688	10764	11795	12420	12918	13328	13722	14126	14540
a. Impôts directs - ménages	4076	3534	4149	4321	4644	4889	5101	5305	5511	5726
b. Impôts indirects	5995	6153	6615	7474	7776	8029	8226	8417	8615	8814
2. Cotisations sociales effectives	20	19	19	19	20	21	21	22	22	22
B. Autres recettes des autres secteurs	4856	5392	5851	6092	6281	6415	6538	6664	6793	6923
1. Revenus de la propriété	950	919	956	1185	1223	1258	1290	1324	1359	1393
2. Transferts courants reçus	406	463	626	527	543	554	563	573	583	594
3. Transferts en capital reçus	21	189	30	27	27	27	27	27	27	27
4. Ventes courantes de biens et services produits	3480	3821	4240	4354	4488	4577	4658	4741	4825	4910
C. Subsidés reçus	558	553	349	351	353	355	356	357	358	359
D. Cotisations sociales imputées	1645	1675	1807	1910	2003	2090	2174	2277	2379	2478
E. Transferts des administrations publiques	16997	17807	19294	21245	21604	21829	22182	22751	23397	23970
1. Transferts de recettes fiscales	159	159	179	189	195	199	203	206	210	213
2. Autres transferts	16838	17649	19116	21056	21408	21630	21979	22545	23188	23756
a. du pouvoir fédéral	3257	3216	3544	4052	4205	4340	4385	4492	4602	4722
b. des communautés et régions	12205	13033	14044	15346	15460	15466	15692	16051	16487	16840
c. des administrations de sécurité sociale	1376	1400	1527	1658	1743	1825	1903	2002	2098	2193
dont, en capital	678	800	932	1243	1181	787	821	864	894	905
2. Dépenses	33595	34994	38416	41648	43715	44445	45144	46461	47585	49078
A. Dépenses primaires	33548	34984	38225	40975	43088	43860	44611	45984	47060	48504
a. Finales courantes	29528	30977	33499	35568	37174	38488	39516	40695	41781	42814
1. Rémunérations des salariés	19588	20244	21705	23147	24171	25003	25653	26365	27085	27743
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	5348	5869	6482	6405	6707	6940	7163	7388	7511	7636
3. Subventions	248	305	389	466	481	490	499	507	516	525
4. Prestations sociales	3612	3790	4179	4755	4997	5219	5352	5570	5788	6014
- En espèces	3390	3534	3836	4371	4590	4794	4905	5100	5295	5497
- En nature fournies par des producteurs marchands	222	256	343	384	407	425	447	470	493	517
5. Transferts aux ménages et ISBL	686	723	694	746	769	784	798	812	826	841
6. Transferts aux entreprises	46	46	50	49	50	51	52	53	54	55
b. Finales en capital	3672	3617	4402	5070	5559	5021	4738	4926	4911	5316
1. Formation brute de capital fixe	3361	3278	4072	4633	5126	4582	4292	4474	4452	4851
2. Autres acquisitions nettes actifs non financiers	106	78	74	99	84	84	84	84	84	84
3. Transferts aux ménages et ISBL	84	92	89	110	113	115	117	120	122	124
4. Transferts aux entreprises	120	169	167	228	235	240	244	249	253	257
c. Transferts aux administrations publiques	348	390	324	337	355	350	356	362	368	374
1. Transferts courants	336	372	310	319	337	333	338	344	350	356
2. Transferts en capital	12	18	14	18	18	18	18	18	18	18
B. Charges d'intérêts	47	11	191	673	627	586	533	478	525	575
3. Solde de financement	551	140	-331	-235	-1034	-818	-546	-669	-510	-786
Épargne brute	3536	2786	3124	3583	3335	3407	3363	3385	3499	3617
4. Solde primaire	598	150	-140	438	-407	-232	-12	-191	15	-211
<i>p.m. consommation finale</i>	23953	25013	27359	28894	30197	31326	32231	33179	34038	34831

Tableau D.6 Compte des administrations de sécurité sociale
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Recettes	114560	115945	118605	130817	137400	144239	149356	154987	160879	166786
A. Fiscales et parafiscales	65804	69530	75712	81800	86626	90453	93719	97125	100700	104277
1. Fiscales	3865	4287	4621	5035	5700	6147	6592	7078	7580	8074
a. Impôts directs	1520	1648	1690	1720	1831	1959	2058	2160	2266	2372
- Ménages	1223	1327	1347	1365	1480	1593	1681	1770	1863	1955
- Sociétés	297	321	343	355	351	365	377	390	403	417
b. Impôts indirects	2345	2639	2932	3315	3869	4189	4534	4918	5314	5702
2. Cotisations sociales effectives	61938	65243	71090	76765	80926	84305	87126	90047	93120	96202
B. Autres recettes des autres secteurs	893	909	1134	1340	1371	1384	1389	1384	1404	1424
1. Revenus de la propriété	262	249	272	472	472	462	446	421	421	421
2. Transferts courants reçus	118	149	160	193	205	215	224	232	240	248
3. Transferts en capital reçus	40	38	194	42	42	41	41	41	41	41
4. Ventes courantes de biens et services produits	474	472	507	634	653	666	677	689	701	713
C. Cotisations sociales imputées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D. Transferts des administrations publiques	47862	45506	41759	47677	49403	52402	54248	56479	58775	61085
1. Transferts de recettes fiscales	16876	20004	19515	22794	23031	24745	25775	27038	28399	29790
2. Autres transferts	30986	25502	22244	24883	26372	27657	28474	29441	30377	31295
a. Du pouvoir fédéral	30986	25502	22244	24883	26372	27657	28474	29441	30377	31295
b. Des communautés et régions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont, en capital	0	0	36	37	0	0	0	0	0	0
2. Dépenses	113180	114489	118795	128893	137894	144260	150761	157568	164500	171486
A. Dépenses primaires	113246	114478	118784	128880	137881	144247	150748	157526	164370	171234
a. Finales courantes	102190	103342	106660	115828	123754	129803	135752	141855	148051	154290
1. Rémunérations des salariés	1618	1690	1808	1889	1946	1991	2035	2080	2126	2158
2. Consommation intermédiaire et impôts payés	1114	1107	1091	1199	1226	1250	1272	1294	1317	1340
3. Subventions	4744	4130	3620	3526	3725	3940	4124	4347	4591	4837
4. Prestations sociales	93731	95558	99422	108308	115849	121594	127276	133070	138935	144856
- En espèces	66032	64334	66672	72072	77052	80941	84485	88058	91650	95252
- En nature fournies par des producteurs marchands	27699	31224	32750	36236	38797	40653	42790	45011	47285	49603
5. Transferts aux ménages et ISBL	808	788	706	883	987	1005	1022	1039	1056	1073
6. Transferts aux entreprises	164	53	0	0	0	0	0	0	0	0
7. Transferts au reste du monde	11	17	13	23	22	23	24	25	26	27
b. Finales en capital	470	156	176	187	188	154	156	157	159	161
1. Formation brute de capital fixe	154	83	89	124	125	91	93	94	96	98
2. Transferts aux ménages	282	37	34	34	34	34	34	34	34	34
3. Transferts aux entreprises	34	37	53	29	29	29	29	29	29	29
c. Transferts aux administrations publiques	10586	10980	11948	12865	13938	14289	14840	15514	16161	16783
1. Transferts courants	10586	10980	11948	12865	13938	14289	14840	15514	16161	16783
2. Transferts en capital	-0	-0	-0	0	0	0	0	0	0	0
B. Charges d'intérêts	-66	11	11	13	13	13	13	42	130	252
3. Solde de financement	1379	1456	-190	1924	-494	-21	-1406	-2581	-3621	-4700
Épargne brute	1906	1648	-145	2141	-234	210	-1169	-2339	-3373	-4445
4. Solde primaire	1313	1467	-179	1937	-481	-8	-1392	-2540	-3491	-4448
<i>p.m. Consommation finale</i>	30021	33616	35216	38768	41397	43313	45507	47785	50116	52479

Tableau D.7 Détail des prestations sociales payées
Millions d'euros

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
I. Administrations publiques	128128	131625	139932	150965	160295	167984	175209	182753	190425	198066
- En espèces	91527	90532	95074	102986	109442	114857	119461	124284	129116	133914
- En nature	36601	41093	44858	47979	50852	53128	55749	58469	61309	64152
II. Sécurité sociale	93731	95558	99422	108308	115849	121594	127276	133070	138935	144856
A. Prestations en espèces	66032	64334	66672	72072	77052	80941	84485	88058	91650	95252
1. Pensions	40639	42245	47120	51679	55420	58177	60594	63380	66278	69211
a. Pensions du secteur privé	33556	34993	39143	43100	46412	48716	50774	53132	55611	58123
- Salariés	29232	30508	34138	37575	40490	42529	44335	46369	48507	50672
- Indépendants	4020	4190	4699	5211	5599	5857	6102	6421	6755	7097
- Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	304	295	307	314	323	330	336	342	349	354
b. Pensions du secteur public	7083	7252	7977	8579	9008	9460	9820	10248	10667	11088
2. Indemnités de maladie et invalidité	10060	10736	11954	13111	14214	14974	15666	16272	16848	17424
- Salariés	9468	10112	11232	12286	13301	14008	14648	15208	15739	16276
- Indépendants	592	624	723	825	913	966	1017	1064	1109	1148
3. Allocations familiales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4. Chômage	10732	8085	6412	6151	6140	6287	6451	6469	6447	6378
a. Chômage	5138	4987	4825	5165	5208	5363	5531	5575	5570	5510
b. Chômage Corona	4248	1979	519	0	0	0	0	0	0	0
c. Allocations de chômage avec complément d'entreprise	682	520	405	288	208	177	169	147	132	118
d. Interruptions de carrière et crédit-temps	665	599	664	698	725	747	751	748	746	751
5. Accidents du travail	280	280	296	317	337	344	351	359	367	375
6. Maladies professionnelles	244	243	252	255	244	243	240	238	235	232
7. Assurance soins	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Assurance faillite / Droit passerelle	3386	2086	132	-19	13	13	14	14	15	15
9. Autres prestations en espèces	691	658	505	578	684	904	1170	1327	1460	1618
B. Prestations en nature	27699	31224	32750	36236	38797	40653	42790	45011	47285	49603
1. Prestations de soins de santé	27692	31217	32743	36229	38791	40646	42783	45005	47278	49596
2. Autres prestations en nature	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
III. Pouvoir fédéral	6722	7672	9743	9041	9172	9779	10171	10596	11019	11421
A. Prestations en espèces	6334	6594	7272	8117	8721	9450	9835	10251	10664	11057
1. Pensions du secteur public	2664	2738	2998	3266	3439	3747	3893	4065	4227	4384
2. Allocations aux personnes handicapées	1922	2156	2447	2728	2974	3203	3364	3534	3712	3885
3. Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	906	720	813	998	1110	1294	1324	1347	1365	1376
4. Garantie de revenus aux personnes âgées	679	767	824	941	992	997	1042	1091	1142	1192
5. Autres prestations en espèces	163	212	190	183	206	210	212	215	218	220
B. Prestations en nature	388	1078	2471	924	451	329	336	345	355	364
1. Prestations de soins de santé	119	461	230	123	212	97	102	107	112	118
2. Autres prestations en nature	269	617	2242	801	239	232	234	238	242	247
IV. Communautés et régions	24063	24605	26588	28862	30276	31392	32410	33516	34683	35775
A. Prestations en espèces	15770	16069	17295	18427	19079	19671	20234	20874	21507	22107
1. Pensions du secteur public	6259	6414	7013	7612	7992	8334	8650	9045	9421	9781
2. Interruption de carrière et crédit-temps	88	76	69	66	61	57	56	54	54	55
3. Allocations familiales	7080	7305	7738	8196	8378	8559	8739	8915	9098	9265
4. Allocations aux personnes handicapées	489	428	432	467	491	512	532	552	573	594
5. Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6. Assurance soins	304	463	451	451	476	496	515	535	557	581
7. Autres prestations en espèces	1550	1383	1592	1636	1682	1713	1743	1772	1803	1834
B. Prestations en nature	8293	8536	9293	10434	11197	11721	12175	12642	13176	13667
1. Prestations de soins de santé	3652	3754	4248	4067	4335	4574	4824	5080	5355	5628
2. Autres prestations en nature	4642	4782	5045	6367	6862	7147	7351	7562	7821	8039
V. Pouvoirs locaux	3612	3790	4179	4755	4997	5219	5352	5570	5788	6014
A. Prestations en espèces	3390	3534	3836	4371	4590	4794	4905	5100	5295	5497
1. Pensions du secteur public	1650	1678	1808	1911	2004	2091	2174	2278	2380	2479
2. Autres prestations en espèces	1741	1856	2028	2460	2587	2703	2731	2822	2915	3018
B. Prestations en nature	222	256	343	384	407	425	447	470	493	517

E. Résultats par branche d'activité

Tableau E.1 Valeurs ajoutées brutes en volume
Taux de croissance

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Agriculture	-0.6	2.3	-14.2	0.9	10.7	0.8	0.6	0.6	0.5	0.5
2. Énergie	-3.8	8.7	-4.0	-4.5	-1.2	0.7	0.7	0.9	1.1	0.6
3. Industries manufacturières	-3.5	1.2	1.8	-1.0	-0.4	1.1	1.0	0.9	0.8	0.7
4. Construction	-6.1	6.9	-2.4	1.8	1.1	1.9	1.6	1.1	1.5	1.6
5. Services marchands	-6.1	8.8	4.3	2.3	1.8	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6
a. Transports et communication	-8.0	3.5	7.1	-2.9	-1.6	1.6	1.8	1.7	1.7	1.6
b. Commerce et horeca	-12.3	13.9	4.6	5.0	1.6	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8
c. Crédit et assurances	-0.3	1.4	-4.8	-1.7	3.6	1.5	1.2	1.2	1.2	1.1
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	-12.0	14.3	7.1	2.5	1.6	1.3	1.4	1.4	1.4	1.3
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	-2.6	8.3	4.9	3.0	2.3	2.2	2.1	2.1	2.1	2.1
6. Services non marchands	-0.5	1.3	3.4	1.0	1.0	0.9	0.8	0.8	0.7	0.8
Total	-4.8	6.5	3.1	1.4	1.4	1.5	1.4	1.4	1.4	1.3

Tableau E.2 Structure de la valeur ajoutée brute à prix courants
En pour cent du total

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Agriculture	0.8	0.7	0.7	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
2. Énergie	2.9	3.1	3.6	2.6	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
3. Industries manufacturières	13.5	13.2	13.4	12.6	12.1	12.0	11.8	11.7	11.6	11.5
4. Construction	5.3	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.2
5. Services marchands	62.3	63.0	62.4	63.9	64.4	64.5	64.7	64.8	65.0	65.2
a. Transports et communication	6.7	6.5	6.5	6.4	6.2	6.2	6.3	6.3	6.3	6.3
b. Commerce et horeca	12.3	13.1	13.4	14.0	14.1	13.9	13.9	13.8	13.7	13.6
c. Crédit et assurances	6.6	6.4	6.0	6.1	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	6.7	6.9	6.7	6.7	6.7	6.7	6.8	6.8	6.8	6.8
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	30.1	30.1	29.8	30.7	31.0	31.2	31.3	31.5	31.7	32.0
6. Services non marchands	15.3	14.6	14.5	14.7	14.9	15.0	15.0	15.0	15.0	14.9
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Tableau E.3 Investissements en volume
Taux de croissance

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Agriculture	-0.9	2.6	-1.1	3.9	4.5	3.0	0.4	0.4	0.4	0.4
2. Énergie	-11.7	-18.2	4.2	11.1	6.2	2.8	-1.7	-0.3	0.9	0.4
3. Industries manufacturières	0.0	6.2	0.3	5.8	2.4	2.8	1.4	0.9	0.9	0.8
4. Construction	0.8	6.4	0.1	4.1	2.2	3.5	2.4	1.5	2.3	2.4
5. Services marchands	-6.7	6.6	0.4	6.4	2.9	3.6	2.1	1.6	2.1	2.2
a. Transports et communication	-5.3	12.0	-1.4	4.8	3.9	1.9	1.0	-0.9	1.8	1.8
b. Commerce et horeca	-13.4	5.8	-3.2	-0.2	3.9	2.7	3.1	2.5	2.0	1.7
c. Crédit et assurances	-4.8	-3.5	5.3	4.6	2.1	2.8	1.5	1.4	1.4	1.4
d. Santé et action sociale	-6.5	9.0	2.5	4.0	1.5	3.9	2.3	2.0	2.2	2.1
e. Autres services marchands (logements exclus)	-5.4	6.3	1.1	9.6	2.6	4.5	2.4	2.3	2.4	2.5
6. Logements	-7.2	6.0	-3.2	-5.7	-3.1	1.9	1.4	1.2	1.5	1.4
7. Services non marchands	3.4	5.0	1.6	2.1	19.9	-2.7	2.8	-4.6	-0.3	2.8
Total	-5.2	5.0	-0.2	3.6	3.1	2.6	1.8	0.8	1.6	1.8

Tableau E.4 Emploi intérieur
Milliers, moyennes annuelles

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Salariés	4064.0	4132.1	4217.9	4249.1	4268.9	4295.3	4326.7	4356.9	4390.8	4426.2
a. Agriculture	26.8	27.9	28.7	28.0	29.0	29.1	29.8	30.3	30.9	31.4
b. Énergie	57.3	57.5	57.4	58.1	59.0	59.0	59.0	59.1	59.2	59.3
c. Industries manufacturières	476.7	477.4	484.2	483.5	479.3	476.4	473.4	471.4	470.0	468.7
d. Construction	213.6	217.8	220.0	221.4	220.8	221.7	222.8	223.4	224.5	225.6
e. Transports et communication	274.7	278.2	284.2	287.8	287.1	288.2	289.3	290.6	291.9	293.2
f. Commerce et horeca	627.8	627.9	649.1	652.4	653.3	655.6	659.6	661.7	664.3	667.4
g. Crédit et assurances	108.1	106.9	105.5	105.1	105.4	105.2	104.6	104.1	103.6	103.2
h. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	572.1	577.3	584.9	594.4	602.6	613.0	623.8	635.2	646.9	658.8
i. Autres services marchands (y.c. titres-services et em- plois ALE)	816.3	854.5	885.0	890.8	898.7	911.3	927.1	942.7	959.4	976.9
j. Services non marchands	890.6	906.7	918.8	927.9	933.7	935.8	937.2	938.4	940.2	941.8
j.1. Administration publique et enseignement	849.4	864.4	875.9	884.6	889.9	891.9	893.1	894.2	895.7	897.2
j.2. Domestiques	41.3	42.3	42.9	43.2	43.8	43.9	44.1	44.3	44.5	44.7
2. Indépendants	834.4	860.1	878.0	887.5	894.5	904.4	917.2	928.9	940.0	950.4
a. Agriculture	33.1	32.7	31.8	30.7	30.1	29.5	29.1	28.5	28.0	27.4
b. Énergie	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
c. Industries manufacturières	25.5	26.7	27.2	27.3	27.4	27.5	27.7	27.9	28.0	28.1
d. Construction	77.8	83.5	86.6	88.2	89.1	90.7	92.9	94.9	97.0	99.1
e. Transports et communication	11.9	12.4	12.8	12.6	12.5	12.5	12.7	12.8	12.9	13.1
f. Commerce et horeca	111.3	115.4	114.9	112.7	110.8	109.2	108.1	107.0	105.8	104.6
g. Crédit et assurances	6.0	5.6	5.5	5.4	5.2	5.1	4.9	4.8	4.6	4.5
h. Santé et action sociale	85.3	87.5	89.3	90.8	92.2	93.7	95.3	96.9	98.4	100.0
i. Autres services marchands	472.4	484.3	497.2	506.2	513.0	521.2	530.9	539.7	548.0	555.7
j. Services non marchands (enseignement)	10.6	11.5	12.5	13.1	13.7	14.4	15.2	16.0	16.7	17.4
3. Emploi intérieur (1+2)	4898.3	4992.3	5095.9	5136.6	5163.4	5199.6	5243.8	5285.8	5330.8	5376.6
a. Agriculture	59.9	60.6	60.5	58.7	59.1	58.7	58.9	58.9	58.9	58.8
b. Énergie	57.7	57.9	57.9	58.5	59.5	59.4	59.5	59.6	59.7	59.8
c. Industries manufacturières	502.2	504.1	511.4	510.8	506.7	503.9	501.1	499.3	498.0	496.8
d. Construction	291.4	301.3	306.6	309.6	309.9	312.3	315.7	318.3	321.5	324.7
e. Transports et communication	286.6	290.6	297.0	300.3	299.5	300.7	302.0	303.4	304.8	306.3
f. Commerce et horeca	739.1	743.3	764.0	765.1	764.1	764.8	767.7	768.6	770.1	772.0
g. Crédit et assurances	114.1	112.6	111.0	110.5	110.7	110.2	109.5	108.8	108.2	107.6
h. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	657.4	664.8	674.1	685.2	694.8	706.7	719.1	732.1	745.3	758.8
i. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	1288.7	1338.9	1382.2	1397.0	1411.7	1432.6	1458.0	1482.4	1507.3	1532.6
j. Services non marchands	901.2	918.2	931.3	941.0	947.4	950.2	952.4	954.4	956.9	959.2
j.1. Administration publique et enseignement	860.0	875.9	888.4	897.8	903.6	906.3	908.3	910.1	912.4	914.5
j.2. Domestiques	41.3	42.3	42.9	43.2	43.8	43.9	44.1	44.3	44.5	44.7
<i>p.m. Emplois titres-services et ALE</i>	138.7	139.0	136.9	137.6	137.5	137.9	138.3	138.7	139.1	139.5

Tableau E.5 Productivité horaire des branches d'activité marchande

	<i>Taux de croissance</i>									
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Agriculture	-2.1	3.4	-12.4	3.9	10.8	1.7	0.8	1.1	1.2	1.2
2. Énergie	-3.8	6.8	-4.2	-5.6	-2.7	0.8	0.6	0.7	0.8	0.5
3. Industries manufacturières	5.7	-5.0	-0.6	-0.6	0.1	1.2	1.3	1.0	1.0	0.9
4. Construction	-0.2	-3.6	-4.9	-0.1	1.0	1.1	0.4	0.1	0.4	0.5
5. Services marchands	5.2	-0.7	-1.4	0.5	1.0	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4
a. Transports et communication	-2.3	-1.1	3.4	-4.1	-1.7	0.9	1.1	1.1	1.1	1.0
b. Commerce et horeca	5.1	2.6	-4.1	4.1	1.6	0.7	0.5	0.8	0.7	0.6
c. Crédit et assurances	2.6	1.8	-4.1	-1.5	3.5	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	-9.7	8.5	5.3	0.9	0.2	-0.5	-0.4	-0.4	-0.5	-0.6
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	10.9	-3.8	-1.7	0.4	1.1	0.4	0.1	0.2	0.3	0.4
Total	4.5	-1.4	-1.7	0.0	0.8	0.6	0.4	0.4	0.5	0.4

Tableau E.6 Coût nominal par tête du facteur travail des branches d'activité marchande

	<i>Taux de croissance</i>									
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Agriculture	-2.0	-2.2	6.1	7.4	3.6	3.5	2.2	2.1	2.1	2.2
2. Énergie	-0.8	2.0	13.0	7.4	3.3	3.4	2.5	2.5	2.5	2.4
3. Industries manufacturières	-3.3	5.5	5.9	7.3	3.9	3.8	2.7	2.6	2.5	2.5
4. Construction	-5.9	5.7	6.5	7.1	3.3	3.3	2.2	2.2	2.2	2.3
5. Services marchands	-3.4	5.0	8.6	8.1	3.9	3.5	2.5	2.4	2.4	2.4
a. Transports et communication	-1.9	3.8	7.9	7.2	3.9	3.7	2.6	2.5	2.4	2.4
b. Commerce et horeca	-8.3	8.3	8.8	6.3	4.0	3.7	2.6	2.5	2.5	2.5
c. Crédit et assurances	-0.0	2.9	6.0	8.0	3.9	3.1	2.6	2.5	2.5	2.5
d. Santé et action sociale (y.c. titres-services)	-0.5	2.2	11.8	10.8	3.9	3.0	2.1	2.1	2.1	2.0
e. Autres services marchands (y.c. titres-services et emplois ALE)	-2.3	5.4	7.8	8.6	3.9	4.0	3.0	2.8	2.8	2.7
Total	-3.5	4.9	8.0	7.9	3.8	3.5	2.5	2.4	2.4	2.3

F. Consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre

Tableau F.1 Bilan énergétique
Tous produits, millions de TEP

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Production primaire et produits recyclés	13.4	17.4	15.7	13.6	13.3	10.8	6.9	6.9	9.4	9.4
Importations	76.9	81.2	82.1	83.5	83.3	84.0	87.9	88.3	86.3	86.2
Exportations	31.7	35.6	37.8	38.2	37.9	37.8	39.2	39.3	38.6	38.4
Variations de stock	-0.7	1.3	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Énergie brute disponible	57.8	64.4	59.7	58.7	58.4	56.7	55.3	55.6	56.9	56.9
Soutes maritimes internationales	6.4	7.6	7.6	7.6	7.7	7.9	8.1	8.3	8.5	8.8
Consommation intérieure brute	51.4	56.8	52.0	51.0	50.7	48.8	47.2	47.3	48.3	48.2
Aviation internationale	1.2	1.5	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	1.9	2.0	2.0
Offre totale énergétique	50.2	55.3	50.3	49.3	48.9	47.0	45.3	45.4	46.4	46.1
Entrées en transformation	55.9	63.7	60.8	58.5	58.0	55.9	54.1	54.1	55.3	55.2
Sorties en transformation	46.5	52.1	49.8	49.3	49.4	49.1	49.1	49.3	49.7	49.9
Consommation du secteur énergétique	2.3	2.4	2.2	2.1	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Pertes de distribution	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Énergie disponible pour la consommation finale	38.2	40.9	36.8	37.7	37.8	37.8	37.9	38.1	38.2	38.3
Consommation finale non énergétique	7.1	7.5	6.5	8.2	8.6	8.7	8.9	9.0	9.1	9.2
Consommation finale énergétique totale	30.9	33.2	30.4	29.7	29.5	29.3	29.2	29.3	29.3	29.3
Industrie	10.0	10.6	9.6	9.1	9.0	8.9	8.8	8.8	8.9	8.9
Transport	7.7	8.5	8.7	8.7	8.5	8.4	8.4	8.4	8.4	8.4
Tertiaire et résidentiel	13.2	14.1	12.1	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
Écart statistique	0.2	0.2	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2

Tableau F.2 Émissions de gaz à effet de serre
Millions de tonnes d'équivalent CO₂

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1. Énergie	78.2	81.3	76.4	73.3	72.4	73.4	78.2	77.7	73.5	71.7
1A. Combustion de carburants	77.5	80.7	75.7	72.7	71.8	72.8	77.6	77.0	72.8	71.1
1A1. Secteurs d'énergie	19.0	18.2	18.5	16.5	17.1	18.8	24.1	23.8	20.0	18.8
1A2. Industrie	13.3	14.1	12.6	11.9	11.3	10.8	10.6	10.6	10.5	10.3
1A3. Transport	21.7	23.9	24.2	24.3	23.7	23.5	23.4	23.3	23.2	23.0
1A4. Autres secteurs	23.4	24.4	20.4	19.9	19.6	19.5	19.4	19.3	19.1	18.9
1A5. Autres	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
1B. Émissions fugitives	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
2. Processus industriels	18.4	18.2	16.9	16.2	15.8	15.4	15.1	14.8	14.5	14.2
3. Agriculture	9.5	9.4	9.1	9.1	9.1	9.0	9.0	8.9	8.9	8.8
5. Déchets	1.3	1.3	1.2	1.1	1.1	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9
Total	107.4	110.2	103.6	99.7	98.3	98.9	103.3	102.3	97.7	95.6

5.2. Définition des branches d'activité du modèle HERMES

Dénomination de la branche	NACE-BEL 2008 (A38)
1. Agriculture	Agriculture, sylviculture et pêche (AA)
2. Énergie	Cokéfaction et raffinage (CD) + Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (DD) + Distribution d'eau, gestion et assainissement des déchets et des eaux usées (EE)
3. Industries manufacturières	Industries extractives (BB) + Industries alimentaires, fabrication de boissons et de produits à base de tabacs (CA) + Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure (CB) + Travail du bois, industrie du papier et du carton et imprimerie (CC) + Industrie chimique (CE) + Produits pharmaceutiques (CF) + Fabrication de produits en caoutchouc et d'autres produits minéraux non métalliques (CG) + Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et équipements (CH) + Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (CI) + Fabrication d'équipements électriques (CJ) + Fabrication de machines et d'équipements n.c.a. (CK) + Fabrication de matériels de transport (CL) + Fabrication de meubles et autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements (CM)
4. Construction	Construction (FF)
5. Services marchands	
a. Transports et communication	Transports et entreposage (HH) + Télécommunications (JB)
b. Commerce et horeca	Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (GG) + Hébergement et restauration (II)
c. Crédit et assurances	Activités financières et assurances (KK)
d. Santé et action sociale	Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale (QB)
e. Autres services marchands	Édition, services audiovisuels et diffusion de programmes de télévision (JA) + Services informatiques et services d'information (JC) + Activités immobilières (LL) + Activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux, conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyse technique (MA) + Recherche-développement scientifique (MB) + Publicité et études de marché, autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (MC) + Services administratifs et autres activités de soutien (NN) + Activités artistiques, récréatives et de loisir (RR) + Autres services (SS)
6. Services non marchands	
a. Administration publique et enseignement	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (OO) + Enseignement (PP)
b. Services domestiques	Activités de ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et de services pour usage propre (TT)

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public chargé de réaliser, dans une optique d'aide à la décision, des études et des prévisions sur des questions de politique économique, socioéconomique et environnementale. Il examine en outre leur intégration dans une perspective de développement durable. Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du Parlement, des interlocuteurs sociaux ainsi que des institutions nationales et internationales.

Il suit une approche caractérisée par l'indépendance, la transparence et le souci de l'intérêt général. Il fonde ses travaux sur des données de qualité, des méthodes scientifiques et la validation empirique des analyses. Enfin, il assure aux résultats de ses travaux une large diffusion et contribue ainsi au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

Rue Belliard 14-18, 1040 Bruxelles

+32-2-5077311

www.plan.be

contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Baudouin Regout

Dépôt Légal : D/2024/7433/28